

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 1 / MARS 2020

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

## SÉCURITÉ EN EUROPE DE L'EST

La question est importante pour la Suisse

## LAOS

Un pays à vendre

## MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Une relation controversée



## DOSSIER

### SÉCURITÉ EN EUROPE DE L'EST



8

#### Sécurité en Europe, sécurité pour la Suisse

Terrorisme, migration irrégulière, traite des êtres humains: la question de la sécurité publique a gagné en importance en Europe.

13

#### « Sans changement, les problèmes persisteront longtemps encore »

Entretien avec Roderick Ackermann, expert en matière de sécurité.

15

#### Bilan positif malgré un contexte difficile

Les projets de la Suisse en Roumanie et en Bulgarie, dans le cadre de la contribution à l'élargissement, ont pris fin. Les résultats sont réjouissants.

17

#### Échange de connaissances pour une sécurité accrue

Les partenariats entre institutions suisses et européennes ont été bénéfiques pour les deux parties.

19

#### Faits et chiffres

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS

### LAOS



20

#### Un pays à vendre

Le Laos est l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Mais il nourrit de grandes ambitions.

24

#### Sur le terrain avec...

Michal Harari, responsable du programme Gouvernance au Bureau de coopération à Vientiane.

25

#### « Persévérez. Ne cessez jamais d'apprendre! »

Malgré une enfance difficile, la jeune Abimoua a accompli des études universitaires. Elle a décroché un premier emploi comme assistante en informatique.

## DDC



26

#### Des solutions simples et efficaces pour dompter la canicule

Des ingénieurs suisses conseillent les ministres et les investisseurs indiens en matière de construction économe en énergie.

29

#### Améliorer le quotidien des migrants vénézuéliens

Chaque jour, des milliers de Vénézuéliens fuient leur pays, à la recherche de meilleures conditions de vie.

## FORUM



32

#### Migration et développement: une relation controversée

La coopération internationale permet-elle d'enrayer les mouvements migratoires ou, au contraire, les favorise-t-elle?

35

#### La sécurité sociale, un droit humain attaqué de toutes parts

La protection des plus pauvres a un impact positif sur l'éducation et la santé. Pourtant, les politiciens populistes ne cessent de couper dans les prestations.

38

#### L'art de vivre!

Carte blanche: la Bosnienne Aida Begić évoque l'importance de la culture en période de crise.

## CULTURE



39

#### Le son de la rue égyptienne

Le mahragan fait partie de la vie quotidienne au Caire. Un DJ bâlois tente d'en faire un genre à part entière, au-delà des frontières égyptiennes.

3 Éditorial

4 Périscope

31 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Mario Casella

43 Impressum

# LES DANGERS SE MOQUENT BIEN DES FRONTIÈRES



© DDC

Il y a une quarantaine d'années, j'ai vu dans un arsenal une affiche avec ce slogan : « Tout pays a une armée ; si ce n'est pas la sienne, c'est celle d'un autre. » À l'époque déjà, ce n'était pas tout à fait vrai : au Costa Rica, par exemple, il n'y avait ni armée ni occupant depuis 1948. Du reste, ce slogan portait l'empreinte de la Guerre froide, avec ses scénarios récurrents de conflits armés internationaux. S'ils ne peuvent être écartés aujourd'hui encore, de tels scénarios sont fort heureusement devenus plus rares au cours des dernières décennies.

Pourtant, d'autres menaces ont surgi à l'échelle mondiale. Seuls des experts peuvent espérer démêler l'écheveau de leurs causes. Leurs effets sont d'une ampleur telle qu'une affiche ne suffirait à les énumérer. Il s'agit notamment du changement climatique, de la pénurie d'eau et des pandémies. La criminalité organisée, les cyberattaques et le terrorisme figurent sur la liste également. Aucun pays ne saurait se protéger seul : ces dangers se moquent bien des frontières. Ainsi, la question de savoir contre quels États nous pourrions avoir à nous défendre n'est qu'une parmi tant d'autres. Avec qui collaborer, compte tenu des risques évoqués ? Cette question est désormais centrale.

Ce numéro d'*Un seul monde* consacre son dossier à la coopération de la Suisse dans le domaine de la sécurité avec les treize pays entrés dans l'Union européenne (UE) depuis 2004. Jusqu'à fin 2019, ces derniers ont bénéficié d'une contribution à l'élargissement d'un montant de quelque 1,3 milliard de francs (pour la Croatie, la phase de mise en œuvre s'achè-

vera en 2024). L'objectif de « promouvoir la stabilité et la sécurité sur le continent européen » correspondait à la volonté affirmée du Conseil fédéral au moment où cette contribution a été instituée.

Pologne, Bulgarie et Roumanie contrôlent les frontières extérieures de l'UE sur plus de 3000 kilomètres, soit grosso modo la distance qui sépare, à vol d'oiseau, Berne de la mer Caspienne. Cette situation a fait de ces trois pays des acteurs clés dans les domaines de la criminalité transfrontalière organisée, de la traite des êtres humains ou de la migration irrégulière. Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse s'est donc concentrée sur ces types de menaces, qui ont des conséquences directes et indirectes sur notre pays. Quelque 116 millions de francs ont été investis dans des mesures destinées à renforcer la sécurité publique des États partenaires. La DDC a contribué à améliorer l'équipement des unités mobiles de contrôle aux frontières en Pologne. Elle a aidé à l'élaboration d'un système de reconnaissance automatique des plaques minéralogiques en Estonie. Elle lutte également contre la traite des êtres humains en Bulgarie, notamment via le cofinancement d'une campagne de prévention mettant en garde la population contre les offres d'emploi fictives.

Une évaluation externe a dressé un bilan globalement positif des projets menés dans le domaine de la sécurité : un soutien suisse judicieux et de qualité, même si, sur certains plans, les résultats escomptés ne se sont pas (encore) concrétisés.

Si la contribution à l'élargissement destinée aux treize États membres de l'UE et la coopération internationale de la Suisse en faveur des pays les plus pauvres ne relèvent pas de la même logique, elles ont en commun un aspect important. Entre la solidarité avec les personnes qui ont besoin de notre soutien et les intérêts à long terme de notre pays en matière de sécurité, il n'y a pas de contradiction, mais une complémentarité.

*Manuel Sager*  
Directeur de la DDC



© HCR / Georgina Goodwin

## AVANCÉE IMPORTANTE CONTRE L'APATRIDIE

(cz) Avec des centaines d'organisations internationales et régionales, plus de 85 gouvernements se sont engagés à mettre fin à l'apatridie. Lors d'une conférence à Genève organisée par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), plus de 50 États se sont engagés à ratifier les Conventions de l'ONU sur cette question. Celles-ci visent à faciliter la naturalisation de personnes apatrides, à éviter l'apatridie, à protéger les personnes affectées et à garantir un enregistrement universel des naissances. Le Haut-Commissaire Filippo Grandi a salué «un niveau sans précédent de volonté politique et d'engagement» des États. Selon le HCR, l'apatridie est l'une des principales causes de violation des droits humains contre des millions de personnes à travers le monde.

## SANTÉ : UN SUCCÈS HISTORIQUE

(cz) Le poliovirus sauvage de type 3 (PVS3) a été éradiqué dans le monde. Cette annonce historique a été faite à l'occasion de la dernière Journée mondiale contre la poliomyélite par une commission indépendante d'experts. Après l'éradication de la variole et du poliovirus sauvage de type 2, ce nouveau succès constitue «un jalon important pour la santé mondiale», a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus. «L'engagement des partenaires et des États conjugué à l'innovation a conduit à ceci: il ne reste plus qu'un des trois sérotypes de poliovirus sauvages», a-t-il ajouté. Le travail n'est pas, pour autant, terminé, a prévenu un porte-parole de l'OMS: «Nous avons fait des progrès, mais se reposer sur ses lauriers serait maintenant l'un des plus grands dangers.» Le poliovirus sauvage de type 1 reste en circulation dans deux pays: l'Afghanistan et le Pakistan. Le virus ne peut, toutefois, pas survivre hors du corps humain pendant une longue période. Cela signifie qu'il meurt s'il ne parvient pas à infecter une personne non vaccinée.

## RISQUE ÉLEVÉ DE PANDÉMIE

(sch) L'humanité va vivre une pandémie plus grave encore que la grippe espagnole de 1918 avec ses 50 millions de morts, avertit le rapport «Un monde en péril» réalisé par le Conseil mondial de suivi de la préparation. Entre 2011 et 2018, l'Organisation mondiale de la santé a recensé 1483 épidémies dans 172 pays, parmi lesquelles la grippe, le SARS, Ebola, la peste, Zika et la fièvre jaune. Pour éviter que les pandémies ne deviennent incontrôlables, des investissements nettement plus importants dans la gestion des risques sont nécessaires. D'un point de vue économique également, la prévention se justifie: l'épidémie d'Ebola de 2013 à 2016 a coûté plus de 53 milliards de dollars à la communauté internationale. Le rapport appelle à la nomination d'un coordinateur international au plus haut niveau politique pour les crises sanitaires, à des investissements accrus dans de nouveaux vaccins et thérapies ainsi qu'à un échange renforcé des connaissances sur les pathogènes émergents. Parallèlement, les régions et communautés touchées doivent être davantage impliquées dans la gestion des crises.

## ALTERNATIVE VERTE AUX GÉNÉRATEURS

(sch) Quelque 25 millions de générateurs diesel et à essence sont actuellement en service dans 167 pays en développement (sans compter la Chine). Ils présentent une capacité totale de 350 à 500 gigawatts, équivalant à celle de 700 à 1000 grandes centrales à charbon. Ces chiffres proviennent du récent rapport «The Dirty Footprint of the Broken Grid» établi par le Groupe de la Banque mondiale. Le document analyse les conséquences socioéconomiques négatives d'un approvisionnement électrique dépendant des générateurs, alors que le réseau n'est pas fiable. En Afrique occidentale par exemple, plus de 40% de la consommation électrique est assurée par ces appareils. Dans les pays étudiés, 40 milliards de dollars sont dépensés chaque année en essence et diesel pour les faire fonctionner. Résultat: les coûts sont en moyenne deux fois plus élevés que ceux découlant du réseau électrique. Les auteurs préconisent de remplacer les générateurs par des panneaux solaires et de nouveaux réseaux de distribution intelligents: des solutions plus économiques et meilleures pour la santé ainsi que l'environnement.



© Wu Wei/Xinhua/Gamma/Evidien Presse/Inf



© Dessin d'Illien Savkov, Bulgarie

### MOINS DE LOIS DISCRIMINATOIRES

(zs) Alors que les conditions de vie des femmes se sont améliorées dans une soixantaine de pays, elles se sont détériorées dans les États en proie à des conflits. La Norvège, la Suisse et le Danemark arrivent en tête de l'Indice de la paix et de la sécurité des femmes 2019/20. En bas du classement figurent le Yémen, l'Afghanistan, la Syrie, le Pakistan et le Soudan du Sud. Les chercheurs de l'Institut Georgetown pour les femmes, la paix et la sécurité ont mesuré des variables telles que l'éducation, l'emploi, la justice ou l'accès aux services bancaires dans 167 pays. Des progrès importants ont été réalisés dans ce dernier domaine, que ce soit dans les banques mobiles ou conventionnelles. Autres avancées: les lois discriminatoires ont diminué, tandis que la représentation des femmes dans les Parlements a augmenté. En revanche, la situation sécuritaire, dont les conditions de vie des femmes dépendent étroitement, s'est aggravée dans près de 50 pays.

### LE DÉFI DES TOILETTES

(cz) Le Népal a réalisé ce dont rêvent de nombreux États pauvres. Dans les 77 districts du pays, la défécation en plein air appartient au passé, a annoncé le Premier ministre Khadga Prasad Sharma Oli. Cette pratique est à l'origine

de nombreuses maladies infectieuses dans les pays défavorisés. En 2009, le Népal a connu une grave épidémie de choléra qui a fait office de signal d'alarme pour le gouvernement. Une importante campagne a été menée en collaboration avec l'ONU pour modifier les comportements. La population a été sensibilisée à l'utilisation des toilettes et à l'importance du lavage des mains. Des latrines ont été installées dans plus de 5,6 millions de foyers, selon le gouvernement. Plusieurs sources indiquent, cependant, que de nombreux ménages n'y ont pas encore accès. Une certitude, du reste: le Népal a accompli de grands progrès.



© CDC

АКАДЕМИЯ  
НАМВР

# DOSSIER SÉCURITÉ EN EUROPE DE L'EST

---

SÉCURITÉ EN EUROPE, SÉCURITÉ POUR LA SUISSE PAGE 8

« SANS CHANGEMENT, LES PROBLÈMES PERSISTERONT  
LONGTEMPS ENCORE » PAGE 13

BILAN POSITIF MALGRÉ UN CONTEXTE DIFFICILE PAGE 15

ÉCHANGE DE CONNAISSANCES POUR UNE SÉCURITÉ ACCRUE PAGE 17

FAITS ET CHIFFRES PAGE 19



Avec l'appui de la Suisse, les aspirants policiers bulgares sont formés aux technologies médico-légales.

© DDC



# SÉCURITÉ EN EUROPE, SÉCURITÉ POUR LA SUISSE

Terrorisme, migration irrégulière, traite des êtres humains : la question de la sécurité publique a gagné en importance en Europe. Avec ses projets de sécurité dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse a anticipé cette évolution et en récolte les fruits.

Texte : Christian Zeier

Jamais la sécurité ne s'est révélée aussi importante pour les Européens que ces dernières années. Telle est la conclusion d'une étude menée par la Commission européenne en 2017. Si les habitants associent toujours leur lieu de résidence à un sentiment de sécurité fort, les conflits armés aux portes de l'Union européenne (UE), le retour de jeunes radicalisés après leur passage dans des zones de conflit et une série d'attaques terroristes ont visiblement fait de la sécurité intérieure l'une des préoccupations majeures de la population.

Selon le Service de renseignement de la Confédération, la zone tampon sécuritaire autour de la Suisse, constituée d'États de droit, s'est fragilisée au cours des dernières années. L'Europe, dans son ensemble, voit sa stabilité politique et sa robustesse économique diminuer. Les courants migratoires sur son territoire et le nombre élevé de demandes d'asile renforcent la polarisation politique au sein de l'UE et menacent sa cohésion. «En raison de l'insécurité croissante pesant sur son environnement, la politique

de sécurité a également gagné en importance pour la Suisse», souligne le Service de renseignement de la Confédération dans son rapport de situation 2019.

## Des actrices clés

Les rapports des institutions européennes mettent en évidence les thèmes qui jouent un rôle dans la sécurité intérieure en Europe. Le Programme européen en matière de sécurité fait du terrorisme, de la criminalité transfrontalière organisée et de la cybercriminalité ses priorités absolues. Dans un rapport daté de 2017, Europol identifie les principaux pôles d'activité criminelle: cybercriminalité, cambriolages organisés, drogues illégales, filières d'immigration clandestine, traite des êtres humains et exploitation de la main-d'œuvre y figurent.

Les pays de l'Est jouent un rôle non négligeable dans la lutte contre ces activités criminelles. À elles seules, la Pologne, la Bulgarie et la Roumanie contrôlent les frontières extérieures de l'UE sur plus de 3000 kilomètres. Cette position fait d'elles des actrices clés en matière de criminalité transfrontalière: contrebande, traite des êtres humains ou migration irrégulière. La Bulgarie, par exemple, est considérée comme l'un des berceaux majeurs de la traite des êtres humains au sein de l'UE et, dans une moindre mesure, comme un pays de transit. La Roumanie est l'un des principaux fournis-

seurs de passeurs d'après Frontex. Enfin, selon Interpol, la situation géographique de la Pologne la rend «attrayante pour les réseaux régionaux de criminalité organisée intéressés par le trafic de drogue, d'armes ou le trafic de migrants».

Que l'Europe occidentale cherche à améliorer, elle aussi, la situation des États membres de l'Est en matière de sécurité n'a donc rien de surprenant. Le Fonds de cohésion de l'UE œuvre en ce sens, tout comme la contribution à l'élargissement, pilotée de manière autonome par la Suisse.

## Sécurité des frontières en Pologne, inondations en Hongrie

Dans ce cadre, la Suisse a apporté ces dernières années son soutien à des centaines de projets destinés à réduire les disparités économiques et sociales au sein des nouveaux membres de l'UE (voir encadré). L'accroissement de la sécurité publique faisait partie des cinq objectifs prioritaires définis. Quelque 116 millions de francs ont été investis dans des projets axés sur la protection des frontières, la modernisation des systèmes judiciaires, la gestion des catastrophes naturelles ou encore la lutte contre la corruption et la criminalité transfrontalière.

En Pologne, par exemple, la Suisse a contribué à l'amélioration d'un centre d'accueil pour migrants ainsi qu'à l'équi-

Des agents de la circulation en mission à Varsovie. La formation des policiers a été améliorée et des mesures de modération du trafic ont été prises. Le nombre de décès sur les routes polonaises a ainsi diminué d'un cinquième depuis 2012.

© Andrzej Mitura, Police nationale de Varsovie

## RÉDUIRE LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La contribution à l'élargissement a été approuvée par le peuple suisse en novembre 2006. La Confédération décidait ainsi d'investir 1,3 milliard de francs dans la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'UE. Parmi les objectifs prioritaires de cette contribution : la protection de l'environnement, le renforcement de la société civile, la promotion de la croissance économique ainsi que l'accroissement de la sécurité sociale et publique. Selon le Département fédéral des affaires étrangères, le soutien aux États d'Europe centrale et orientale constitue, depuis les années 1990, l'un des piliers de la politique de défense des intérêts suisses dans la région. Pour les dix pays appartenant à la première vague d'élargissement à l'Est (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie), les projets ont été bouclés en 2017 et, en Roumanie et en Bulgarie, fin 2019. Pour la Croatie, dernière à entrer dans l'UE, le programme s'achèvera en 2024.

pement de postes frontaliers et d'unités mobiles de contrôle. Pour moderniser le système judiciaire letton, de nouvelles salles de vidéoconférence et du matériel d'enregistrement sonore ont été installés dans les prisons et les salles d'audience de tribunaux. En Hongrie, la préparation aux inondations a été accrue grâce à l'innovation technologique helvétique reposant sur des digues gonflables mobiles et à l'instruction de spécialistes. La Rega, Garde aérienne suisse de sauvetage, a mis en place une formation continue pour les équipes roumaines de sauvetage aérien. En Estonie, un système de reconnaissance automatique des plaques minéralogiques élaboré avec l'appui de la Suisse permet de lutter plus efficacement contre la contrebande et la fraude fiscale aux frontières. En Bulgarie, l'accent est mis notamment sur la lutte contre la traite des êtres humains. Tant les pays partenaires que la Suisse béné-

ficient de ces projets. L'exemple qui suit l'illustre bien.

## Maltraitements répétés

En Bulgarie, un homme contraint une femme à se rendre en Suisse et à y travailler pour lui. Il veille à ce qu'elle s'y fasse enregistrer dans les règles et lui cède une part des revenus. Impossible, pour les autorités helvétiques, de l'accuser d'un quelconque délit. Pourtant, l'ONG bulgare Animus, qui défend les victimes de traite des êtres humains, parvient à le coincer. De longue date, l'organisation suit les faits et gestes du Bulgare. Elle sait qu'il manipule cette femme et lui fait subir des maltraitements physiques.

Sur la base de ces informations, les autorités suisses interviennent et arrêtent



Une patrouille en bateau sur le Danube. Un agent de la police frontalière bulgare recherche des contrebandiers.

© Daniel Rosenthal/laif

l'intéressé. «La coopération entre pays nous a permis de tirer la victime des griffes de cet individu, commente Nadia Kozhouharova, collaboratrice d'Animus. D'un point de vue suisse, seule une partie de l'histoire était visible.» Grâce aux fonds de la contribution suisse à l'élargissement, plusieurs projets de l'ONG ont été soutenus ces dernières années. Des échanges ont aussi eu lieu entre la police et la justice, permettant aux institutions des deux pays de mutualiser savoir et expériences.

### Intérêts suisses

«Une sécurité accrue dans les nouveaux pays membres profite aussi à la Suisse», fait remarquer Siroco Messerli, chef de la Division Nouveaux États membres de l'UE à la DDC. La Suisse appartient à l'espace Schengen. Des frontières exté-

rieures sûres, une lutte active contre les délits et la corruption ainsi qu'une justice efficace dans les pays partenaires sont dans son intérêt. En 2004 déjà, dans son message relatif à la contribution à l'élargissement, le Conseil fédéral écrivait: «La coopération avec les États d'Europe du Sud-Est vise avant tout à promouvoir la sécurité et la stabilité sur le continent européen et dans les États de l'ancien bloc de l'Est.»

Selon Siroco Messerli, l'argument avancé en 2006 lors de la votation sur la contribution à l'élargissement était déjà le suivant: les défis auxquels sont confrontés les nouveaux membres de l'UE en matière de sécurité publique concernent également la Suisse. La question de la sécurité était néanmoins bien moins brûlante qu'aujourd'hui. La crise de l'UE, le renforcement des mouvements migratoires et l'évolution de l'opinion en

politique intérieure ont changé la donne en Suisse. «Autrefois, la coopération de la Suisse avec ses partenaires reposait clairement sur l'idée de solidarité», explique Siroco Messerli. Aujourd'hui, elle s'appuie sur quatre piliers: la solidarité, la prospérité, la stabilité et, justement, le besoin de sécurité. D'une certaine manière, les projets axés sur la sécurité publique encouragés par la Suisse ont anticipé cette évolution.

Pour autant, l'intérêt de la Suisse ne réside pas dans la seule sécurité intérieure. Les projets de la contribution à l'élargissement ont permis d'améliorer ses rapports avec les nouveaux membres et les institutions helvétiques ont tiré profit de ces échanges internationaux (voir article Partenariats, page 17). Plusieurs polices cantonales ont ainsi acquis de l'expérience qui leur est utile au quotidien. La collaboration entre les autorités policières bulgares et l'Office fédéral de la police a même contribué à la conclusion de l'accord bilatéral de coopération policière entre les deux pays. «Sur place, la Suisse a bénéficié de contacts facilités avec les autorités gouvernementales au plus haut niveau», relève Siroco Messerli. En Slovaquie ou en Croatie, par exemple, les projets ont donné plus de poids aux ambassades. Le dialogue interétatique s'en est trouvé renforcé.

### Plus stratégique à l'avenir

D'après les évaluations menées jusqu'ici par le Contrôle fédéral des finances, le bilan global des projets est positif: dans la plupart des cas, les objectifs ont été atteints, voire dépassés. Malgré de nombreux succès concrets, il reste toutefois difficile, dans certains domaines, de déceler des effets durables au niveau du système, regrette Debora Kern, chargée de programme au sein de la Division Nouveaux États membres de l'UE à la DDC. Dans l'éventualité d'une deuxième contribution suisse en faveur de certains membres de l'UE, des programmes d'envergure dotés d'objectifs stratégiques seront mis en œuvre. «Nous souhaitons nous concentrer davantage encore



sur des niches dans lesquelles la Suisse peut apporter une véritable plus-value», poursuit Debora Kern. Les projets menés dans le domaine de la traite des êtres humains en Bulgarie en sont un bon exemple.

Outre la coopération avec la justice suisse, Animus a élaboré avec le Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes un guide permettant d'identifier, de protéger et de soutenir les victimes de la traite des êtres humains. LONG a, par ailleurs, développé un programme spécifique destiné à soutenir ces victimes et mis en place une assistance téléphonique. Elle a organisé des campagnes de prévention pour mettre en garde la population bulgare contre des offres d'emploi fictives et les ruses des trafiquants d'êtres humains.

«L'appui suisse nous a permis d'améliorer la qualité de notre travail», résume Nadia Kozhouharova. Il ne s'agissait pas seulement de soutenir un projet spécifique, mais d'obtenir des changements à plusieurs niveaux. «C'est une communication d'égal à égal», ajoute la collaboratrice bulgare. Il en résulte des projets, mais aussi une compréhension mutuelle. ■

#### DES APPROCHES DIFFÉRENTES

Si la contribution à l'élargissement partage les objectifs du Fonds de cohésion de l'UE, destiné à atténuer les disparités économiques et sociales au sein de l'Union, l'approche adoptée par la Suisse dans ce cadre n'en est pas moins originale. Proposés par les pays partenaires, les projets ont fait l'objet d'une convention bilatérale. Les pays partenaires assument de manière autonome la mise en œuvre, un préfinancement et 15 % au moins du coût global du projet. Avant de verser sa part des frais, la Suisse procède à des vérifications, apportant son soutien ponctuel lors de la réalisation. Cette méthode permet un meilleur suivi des projets et un contrôle plus soutenu que celui assuré par l'UE par exemple.

En Hongrie, des prévisions plus précises et des barrages mobiles fournis par une entreprise suisse permettent de protéger 350 000 personnes contre les inondations.

© DDC



# « SANS CHANGEMENT, LES PROBLÈMES PERSISTERONT LONGTEMPS ENCORE »

Selon Roderick Ackermann, expert en matière de sécurité, œuvrer sur le long terme en Roumanie et en Bulgarie s'avère difficile. Pour créer un véritable changement, l'UE et la Suisse devraient déléguer plus de responsabilités et renforcer les institutions locales.

Entretien : Christian Zeier



**RODERICK ACKERMANN** est le directeur d'Evalutility Ltd. Basée en Angleterre, cette société de conseil est spécialisée dans l'analyse et l'évaluation pour le compte d'institutions européennes et d'ONG. Les domaines de recherche de M. Ackermann sont la sécurité, la justice, la transparence, l'administration locale, l'inclusion de groupes marginalisés et la sécurité sociale. Les pays d'Europe centrale et orientale, la Turquie et le Caucase font partie de ses terrains de prédilection. L'expert a mené ou soutenu dix-huit études du Parlement européen et de nombreuses évaluations du Conseil de l'Europe depuis 2007. En 2018, il a dirigé, pour le compte de la DDC, l'évaluation du soutien suisse dans le domaine de la sécurité en Roumanie et en Bulgarie.

## Monsieur Ackermann, quels sont, selon vous, les principaux défis de la sécurité intérieure en Europe ?

D'abord, la criminalité organisée et transfrontalière: le trafic de drogue et d'armes, la traite des êtres humains et, de plus en plus, la cybercriminalité. Ensuite, tout porte à croire que les migrations continueront à faire partie des grandes priorités: elles ont un impact énorme sur la stabilité de l'Europe. On observe, par ailleurs, une tendance au populisme, qui sape les fondements d'une politique fondée sur les faits. L'importance des «fake news» ainsi que les tentatives d'influencer des élections ou de déstabiliser volontairement la politique ne font que croître. Enfin, il y a le problème, qui reste entier, des Européens radicalisés dans des zones de conflits comme la Syrie. Faut-il les laisser revenir ? Les réintégrer ? Comment ?

## La Roumanie et la Bulgarie sont-elles confrontées à d'autres défis que les membres occidentaux de l'UE ?

Les risques externes sont semblables: migration, traite des êtres humains ou trafic de drogue, par exemple. Viennent s'y ajouter, pour la Roumanie, la falsification de documents et la fraude en ligne. La particularité de ces deux pays: ils sont situés à la périphérie de l'UE, mais ne font pas partie de l'espace Schengen. Pour les migrants, ils sont donc moins attractifs que la Grèce notamment. Ce sont donc plutôt des pays de transit.

## Et quid des risques internes ?

Il s'agit principalement d'un manque de capacités au niveau institutionnel. Depuis la fin des années 1990, la Bulga-

rie et la Roumanie ont reçu de l'UE des sommes importantes pour réformer, par exemple, le système judiciaire ou les contrôles aux frontières. Pourtant, de nombreux projets actuels s'apparentent à ceux qui ont fait l'objet d'un soutien au cours des vingt dernières années. Je ne veux pas dire que les choses n'avancent pas en Roumanie et en Bulgarie. Ce n'est assurément pas le cas. Mais il est frappant que l'appui apporté s'adresse toujours au même type d'institutions.

---

**« PEUT-ÊTRE DEVRAIT-ON  
CONFIER PLUS DE  
RESPONSABILITÉS  
AUX ORGANISATIONS  
LOCALES À L'AVENIR. »**

---

## Pourquoi cela ?

Le manque de capacités au niveau institutionnel s'explique notamment par l'instabilité politique, les remaniements de gouvernement répétés et le remplacement du personnel dirigeant qui en découle. Lorsque la Bulgarie et la Roumanie sont entrées dans l'UE, les conditions requises dans le domaine de la réforme de la justice et de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée n'étaient pas encore remplies. À Bruxelles, on craignait que cette dernière n'infilte les institutions étatiques. Les rapports parus récemment dans le cadre du mécanisme de coopération et de vérification ne sont pas rassurants: société civile et justice subissent de fortes pressions.



Des experts de la Rega forment des pilotes d'hélicoptère en Roumanie.

© DDC

### Quelles sont les conséquences pour les projets suisses dans ces pays ?

Le contexte entrave une approche systématique des problèmes. Pour les institutions suisses aussi, la situation relative à l'État de droit est inconfortable. Pourtant, les projets de la DDC qui nous ont été présentés en Roumanie et en Bulgarie faisaient bonne impression. Ils semblent gérés par des personnes très compétentes. Reste à voir comment les choses évolueront si la Suisse transmet le témoin.

### La durabilité demeure-t-elle un grand point d'interrogation ?

Oui, pour de nombreuses raisons. Les changements au sein du personnel et du management politique en sont une. Quand arrivent tout à coup de nouveaux visages avec des visions totalement différentes, il devient difficile de planifier sur le long terme. Les projets suisses et le domaine de la sécurité ne sont pas les seuls concernés.

### La dépendance à l'égard de l'aide extérieure risque-t-elle donc de perdurer ?

Dans un avenir proche, je ne vois pas comment la situation politique et les capacités au niveau institutionnel pourraient évoluer au point de rendre ce soutien superflu. Il ne s'agit pas seulement de régler des problèmes concrets: l'appui apporté aux nouveaux membres revêt aussi une importance stratégique. La Suisse a tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec l'UE et à collaborer avec des pays dont les défis sécuritaires la concernent. On peut donc se demander qui, de la Suisse ou de ses partenaires, a le plus à pâtir de la fin des projets. Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que chaque projet pris séparément soit inutile.

### Que pourrait-on améliorer à l'avenir ?

Pour certains projets, on a redouté l'absence d'objectifs stratégiques. Ne pas prendre le problème à la racine met en danger la durabilité. Il faut mettre en œuvre des projets moins isolés et privilégier une approche plus systémique.

### Pouvez-vous citer un exemple ?

Au lieu de former directement du personnel de sécurité, on pourrait s'attacher davantage à élargir les structures de formation au niveau national. Cela exige une planification à long terme, ce qui est difficile lorsque les changements sont fréquents aux postes clés. Il est, en outre, important de rappeler qu'une coopération directe entre certaines institutions suisses et leurs partenaires roumains et bulgares est fort utile.

### D'un côté, la volonté de renforcer les institutions locales; de l'autre, la crainte que les fonds soient détournés. L'exercice semble délicat.

En Bulgarie comme en Roumanie, la Suisse a apporté un soutien relativement important au niveau de la gestion de projets et de la mise en œuvre. Pour les projets en soi, c'est une bonne chose, mais la durabilité peut s'en trouver compromise. Peut-être devrait-on confier plus de responsabilités aux organisations locales à l'avenir. Le risque est effectivement qu'elles subissent des pressions de la part du gouvernement. En revanche, des capacités seraient dégagées au niveau institutionnel. Sans changement, les problèmes persisteront longtemps encore. ■

# BILAN POSITIF MALGRÉ UN CONTEXTE DIFFICILE

Pour la Roumanie et la Bulgarie, entrées plus tardivement dans l'UE, les projets liés à la contribution à l'élargissement n'ont été bouclés que fin 2019. Aperçu d'un soutien suisse aux multiples facettes.

(cz) La police n'est pas seulement là pour sanctionner. En collaboration avec la population, elle doit déceler les problèmes et les anticiper. Alors qu'en Suisse ce concept d'une police de proximité va de soi depuis longtemps, de nombreux autres pays en sont encore bien éloignés. Ainsi, dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse a soutenu un projet de réforme de la police dans la Roumanie rurale.

Dans près d'une centaine de communes, 2500 agents de police roumains ont participé à des formations consacrées à la communication et à la médiation. Ils ont bénéficié de séminaires sur le concept de police de proximité, échangé avec des collègues suisses et suivi des cours de langues pour améliorer la communication avec la minorité rom. Objectif: renforcer la sécurité grâce à une police plus

compétente et plus proche de la population dont elle a la confiance.

D'après Roland Python, chef du bureau Contribution suisse en Bulgarie et en Roumanie, le projet était l'un des éléments clés de la coopération avec la Roumanie. «Mettre l'accent sur la prévention et le dialogue a permis à la police d'améliorer son image au sein des communes. Bien entendu, ce n'est pas uniquement dû à notre soutien. Mais la Suisse y a contribué», relève-t-il.

## Du développement économique à la protection de l'environnement

La réforme de la police a été achevée en septembre 2018. Fin 2019, tous les autres projets menés en Roumanie et en Bulgarie dans le cadre de la contribution

à l'élargissement étaient, eux aussi, bouclés. En Bulgarie, 32 projets visant à réduire les disparités économiques et sociales ont été mis en œuvre, et 61 en Roumanie. Certains d'entre eux étaient regroupés par «fonds thématiques»: sécurité, société civile, partenariats, intégration des Roms et d'autres groupes défavorisés, santé et recherche ainsi que bourses. Pour renforcer l'économie roumaine, l'orientation professionnelle des écoliers a été améliorée et l'accès des PME aux crédits facilité. En Bulgarie, la Suisse a encouragé l'élimination écologique de

Un projet bulgare-suisse accroît les compétences des policiers bulgares en matière de droits humains pour faire respecter ceux-ci dans l'exercice de leurs fonctions.

© Ivo Danchev



produits phytosanitaires toxiques, mais aussi l'introduction du système Spitex pour accompagner les personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques.

«Nous pouvons être satisfaits des résultats obtenus», résume Roland Python, qui estime que ceux-ci sont dus, dans une large mesure, aux partenariats avec des institutions suisses. Des organisations étatiques et privées ont partagé leur savoir dans le cadre de nombreux projets et généré ainsi une importante plus-value pour la Roumanie et la Bulgarie. Elles ont aussi tiré parti de cet échange (voir article Partenariats, page 17).

Un bilan global positif que vient confirmer une évaluation externe des projets menés dans le domaine de la sécurité: un soutien suisse judicieux et de qualité, répondant tant aux priorités européennes en matière de sécurité qu'aux besoins des pays bénéficiaires. En Roumanie, par exemple, les projets ont permis des avancées dans les secteurs de la police, de l'asile, de la justice et du journalisme d'investigation. Dans certains domaines en revanche, l'évaluation constate que les résultats escomptés ne se sont pas concrétisés. De manière générale, la flexibilité de la Suisse dans la mise en œuvre a été soulignée. Les critiques visent principalement l'orientation très large des projets.

## Des relations pérennes

Selon Roland Python, prendre la mesure des effets de l'aide suisse à long terme est difficile. Dans le cas de certaines réformes, les changements positifs à l'échelle du système sont déjà palpables. La Suisse ne procédera toutefois pas à un suivi systématique. Contrairement à la pratique dans la coopération au développement classique, la responsabilité des projets incombe aux pays partenaires. «Nous n'avons fait que les soutenir, explique le collaborateur de la DDC. Les pays ont proposé et mis en place les projets. Ils doivent désormais les gérer.»

Ces avancées n'allaient pas de soi. La situation épineuse en matière d'État de droit dans les deux pays (voir encadré) le montre bien. «Bien sûr, confier des millions de francs tirés des deniers publics alors qu'on ne peut nous garantir le bon fonctionnement des structures étatiques locales est délicat», concède Debora Kern, responsable des programmes au sein de la Division Nouveaux États membres de l'UE à la DDC. Pourtant, l'ouverture des frontières comme le dysfonctionnement des institutions en Europe de l'Est concernent aussi la Suisse. D'après Debora Kern, la contribution à l'élargissement constituait un outil permettant d'améliorer quelque peu la situation: «Nous étions conscients des risques et avons pris des dispositions en amont.»

La Suisse était sur place pendant toute la durée des projets, accompagnant étroitement leur mise en œuvre et gérant les fonds. Selon Roland Python, cette proximité a, d'une part, facilité les contrôles et contrecarré la corruption. D'autre part, elle a permis de prendre en compte les besoins des pays partenaires et d'instaurer la confiance. Des relations de qualité, pérennes, au-delà de la fin de la contribution à l'élargissement. ■

### CONTEXTE DIFFICILE

Tant en Bulgarie qu'en Roumanie, la société civile et l'État de droit sont sous pression. Au moment de leur entrée dans l'Union européenne (UE), aucun des deux pays n'avait achevé les réformes nécessaires, dans le domaine de la justice notamment. Par ailleurs, si la Bulgarie est l'État le plus pauvre de l'UE, elle est aussi, selon l'Indice de perception de la corruption publié par Transparency International, l'un des plus corrompus. Le pays a réalisé de nets progrès et s'attache à mettre en œuvre les recommandations, peut-on lire dans le dernier rapport de l'UE consacré à la réforme de la justice et à la lutte contre la corruption. Bruxelles a, néanmoins, réitéré son inquiétude quant à l'État de droit en Roumanie. Une évolution préoccupante.



## ÉCHANGE DE CONNAISSANCES POUR UNE SÉCURITÉ ACCRUE

Pour une large part, la contribution à l'élargissement consistait en partenariats entre institutions suisses et européennes. Si l'expertise helvétique est précieuse, l'échange de connaissances s'est révélé bénéfique pour les deux parties.

(cz) Printemps 2019. Ce mercredi-là, à Bâle, un chapitre se clôt. Au deuxième étage de la Villa Crescenda, sur la Bundesstrasse, des collaborateurs de RISE Project, équipe roumaine de journalistes d'investigation, livrent à un public d'experts suisses un aperçu de leurs activités. C'est le dernier de six ateliers organisés conjointement par les journalistes roumains et le Basel Institute on Governance. Il s'inscrivait dans le cadre d'un projet destiné à encourager le journalisme d'investigation en Roumanie, pour une population mieux informée sur la criminalité organisée et la corruption. Ce qui commence, pour les partenaires roumains, par une formation de l'institut bâlois en 2014 s'achève avec une formation destinée aux collègues suisses.

Entre 2012 et fin 2019, plusieurs centaines de partenariats similaires ont vu le jour dans les treize nouveaux membres de l'Union européenne (UE), au titre de la contribution à l'élargissement. Des institutions helvétiques, privées ou étatiques, ont partagé leur savoir, renforcé le réseau européen et encouragé l'échange d'expériences dans des domaines tels que la protection de l'environnement et du climat, la formation professionnelle, la recherche, la santé, les affaires sociales ou la sécurité.

«Les projets en partenariat ont représenté une plus-value notable de la contribution à l'élargissement», explique Siroco Messerli, responsable de la Division Nouveaux États membres

de l'UE à la DDC. Dans le domaine de la sécurité, des institutions de renommée internationale telles que la Rega, Garde aérienne suisse de sauvetage, ou le Basel Institute on Governance ont pu transmettre leurs connaissances. Siroco Messerli souligne, en outre, l'importance du dialogue des forces de sécurité dans le domaine de la traite des êtres humains. Des membres des polices cantonales suisses ont bénéficié, par exemple, de

Une victime de la traite des êtres humains dans un centre de transit bulgare.

© Ivo Danchev

Journalistes roumains et suisses partagent leurs recherches dans les domaines de la finance et de la criminalité transfrontalière.

© Basel Institute on Governance

formations continues en Roumanie. Ils ont appris à appréhender plus finement le contexte sur place. Leurs homologues roumains se sont déplacés pour écouter, entre autres, des compatriotes retracer leur parcours jusqu'en Suisse. « C'est une situation gagnant-gagnant », commente Magali Bernard, conseillère indépendante qui évalue des projets et partenariats de sécurité en Roumanie et en Bulgarie. Les deux parties ont pu tirer profits et enseignements de cette collaboration.

## Aide aux victimes en Pologne

Selon Magali Bernard, la coopération avec des institutions suisses a été ressentie comme très positive par les partenaires. Ces derniers ont souligné la particularité du système fédéral, qui rendait certes, avec de multiples interlocuteurs, la collaboration plus complexe, mais permettait des approches souples et diverses.

L'orientation pratique des équipes suisses a aussi été évoquée: une expertise internationalement reconnue qui offrait aux projets une visibilité positive. « Si ceux-ci étaient tant appréciés, c'est aussi parce que la Suisse jouit d'une bonne réputation dans ces domaines », complète l'experte. Ce fut le cas de la sécurité routière par exemple.

Pour réduire le nombre d'accidents mortels sur les routes polonaises, un échange entre cadres de la police des deux pays a été instauré entre 2012 et 2016. La Pologne a aussi mis en place une aide aux victimes basée sur le modèle suisse. Associé à d'autres initiatives en matière de sécurité routière, cet engagement a permis de diminuer de 17% le nombre de décès sur les routes entre 2012 et 2015.



Ces partenariats n'ont pas été bénéfiques pour les seuls membres de l'UE, mais aussi pour les institutions suisses. Les expériences pratiques faites dans les pays partenaires ont été particulièrement utiles, souligne Magali Bernard. Les agents de police helvétiques ont pu renforcer leurs réseaux en Roumanie et affiner leur connaissance du contexte sur place. Certains ont même participé à des cours de langues qui faciliteront les contacts avec les migrants en Suisse. « Comprendre la réalité des pays qui constituent le berceau de la traite des êtres humains constitue un aspect important pour la police, confie l'experte indépendante. Pour nos agents, une telle immersion pratique est presque impensable d'ordinaire. »

## Cybersécurité

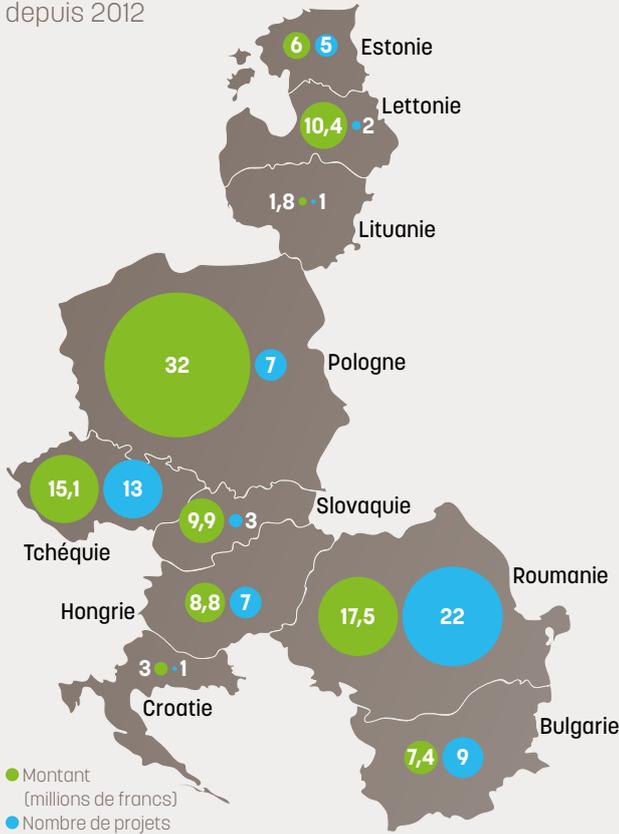
Vu ce bilan positif, on peut s'attendre à ce que la Suisse, dans l'éventualité d'une deuxième contribution, mette plus encore l'accent sur ses intérêts et les partenariats. Une enquête a déjà

été menée pour établir les priorités des institutions helvétiques en matière de coopération dans le domaine de la sécurité. Les thèmes abordés correspondaient largement à ceux énoncés dans la contribution à l'élargissement: traite des êtres humains, gestion des frontières, corruption, modernisation du système judiciaire et coopération policière. S'y ajoutent la cybersécurité et la cybercriminalité. L'objectif consiste désormais à identifier le plus tôt possible les collaborations envisageables et à préparer le terrain, explique Magali Bernard. Les partenaires appropriés seraient ainsi impliqués dès le début. ■

# FAITS ET CHIFFRES

## Investissements suisses

Montants investis par la Suisse dans la sécurité publique des nouveaux États membres de l'Union européenne (Chypre, Malte et Slovénie exclus) depuis 2012



« Aucun pays ne peut protéger seul ses citoyens face à la criminalité internationale et organisée. »

Fabrice Leggeri, directeur de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex)

## Piliers de la contribution à l'élargissement

(en millions de francs)



## Chiffres clés

- Plus de **100** millions de personnes vivent dans les **treize** nouveaux États membres qui ont rejoint l'UE depuis 2004.
- Ce chiffre correspond à **un cinquième** de la population totale de l'UE.
- Dans les pays partenaires, un quart des jeunes (**15-24** ans) est au chômage.
- Au sein des **treize** pays, le pouvoir d'achat moyen s'élève à un peu plus de **40%** de celui des Suisses.
- Via la contribution à l'élargissement, la Suisse soutient quelque **300** projets dans les **treize** pays.
- En règle générale, les pays partenaires assument au moins **15%** des coûts du projet.
- En 2018, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) a enregistré **150 000** passages illégaux aux frontières.
- En 2015 et 2016, la Commission européenne a recensé plus de **20 000** personnes touchées par la traite des êtres humains dans l'UE. Le nombre de cas non signalés est sans doute très élevé.
- Dans **56%** des cas, la traite des êtres humains équivaut à de l'exploitation sexuelle ; dans **26%**, à de l'exploitation de main-d'œuvre.
- En 2017, les autorités douanières européennes ont confisqué **409** tonnes de drogue et **3,3** milliards de cigarettes.

### Sources et liens

[www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch)

La Confédération publie faits et actualités de la contribution à l'élargissement.

[www.europol.europa.eu](http://www.europol.europa.eu)

L'Office européen de police (Europol) publie régulièrement des rapports sur les tendances et les piliers de la lutte contre la criminalité en Europe.

L'étude « Serious and Organised Crime Threat Assessment » offre l'aperçu le plus détaillé à ce jour de la criminalité grave et organisée dans l'UE.

[www.src.admin.ch](http://www.src.admin.ch)

Le Service de renseignement de la Confédération publie, chaque année, un rapport sur la sécurité en Suisse

[www.frontex.europa.eu/fr](http://www.frontex.europa.eu/fr)

L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes publie régulièrement des analyses et des rapports sur la migration et la protection des frontières dans l'UE.

<https://ec.europa.eu> (« The reports on progress in Bulgaria and Romania »)

Au moment de leur entrée, la Bulgarie et la Roumanie ne remplissaient pas les critères dans les domaines de la réforme de la justice ainsi que de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée (Bulgarie). Dans le cadre du mécanisme de coopération et de vérification, l'UE publie régulièrement un rapport sur la situation actuelle.



# UN PAYS À VENDRE

Le Laos est l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Le gouvernement laotien nourrit, toutefois, de grandes ambitions. Il veut faire du pays « la batterie de l'Asie ». L'arrivée d'un train chinois à grande vitesse contribue à propulser ce petit État vers l'avenir. Mais le prix à payer pour la population est élevé.

Texte : Karin Wenger

À proximité des rives de la petite ville de Luang Prabang, Pôn, un pêcheur, conduit sa petite embarcation sur les eaux sales et brunâtres du Mékong. Le fleuve, le plus long de l'Asie du Sud-Est, est le moyen de subsistance de 60 millions de personnes. L'été dernier, il a atteint un niveau historiquement bas, dû à l'arrivée tardive de la mousson et au phénomène climatique El Niño qui a entraîné des températures élevées. Résultat : la région du Mékong a souffert de sécheresse et de pénurie d'eau. Mais ce ne sont pas les seules raisons du faible niveau d'eau. « Ce dernier change souvent et rapidement. C'est la faute des barrages ! Récemment, nos jardins sur les rives ont été inondés, parce que les écluses ont été ouvertes. Autrefois, je pouvais pêcher jusqu'à dix kilos de poissons par jour ici ; aujourd'hui, je m'estime heureux lorsque j'ai deux kilos dans mes filets », relève Pôn.

## La batterie de l'Asie

De la Chine au Vietnam, des barrages et des centrales hydroélectriques émergent le long du Mékong et de ses affluents. Le gouvernement communiste du Laos a décidé il y a une dizaine d'années de faire du pays la batterie de l'Asie. Sans accès à la mer, le pays est l'un des plus pauvres de la région. Mais, depuis plusieurs années, son régime autocratique attire les investisseurs étrangers pour y construire des barrages et des centrales hydroélectriques. Plus de 150 ouvrages sont prévus et des dizaines sont déjà terminés. La centrale de Xayaburi, un projet

de 1285 mégawatts sur le cours inférieur du Mékong, a été achevée en octobre dernier. La société d'ingénierie finno-suisse Pöyry a supervisé les travaux. La centrale est controversée, comme de nombreux autres projets le long du Mékong et de ses affluents.

Les normes de sécurité et de protection de l'environnement ne sont pas respectées, selon les organisations écologiques. Witoon Permpongsacharoen, directeur de l'association Mekong Energy and Ecology Network qui surveille de près le secteur de l'énergie en Asie, critique : « Le fleuve offre du poisson et des sédiments riches en éléments nutritifs qui sont précieux pour l'agriculture. La centrale de Xayaburi et les autres projets prévus bloqueront la migration des poissons, retiendront les sédiments et modifieront le cours du fleuve. » Ses exploitants assurent, néanmoins, le contraire.

Les préoccupations ne sont pas seulement écologiques. Se pose la question de savoir dans quelle mesure la population bénéficiera des centrales. Près de 100 % de l'électricité produite à Xayaburi sera exportée vers la Thaïlande. Maître d'ouvrage, exploitants et investisseurs de cette centrale de plus de 4 milliards de dollars sont tous originaires du pays voisin. Le Laos va engranger plus de 3,5 milliards de francs sur les frais de concession au cours des trente prochaines années. Mais le pays figure parmi les plus mauvais élèves en matière de corruption, selon l'Indice de perception de la corruption établi par Transparency

## TRAITE DES FEMMES

De nombreux Chinois cherchent au Laos non seulement un emploi et un revenu, mais également une femme. Avec l'aide d'intermédiaires, ils se rendent dans des villages où les familles pauvres vendent leurs filles pour un montant pouvant aller jusqu'à 5000 francs. Nul ne sait combien de Laotiennes ont ainsi été vendues, mais le problème est important et ne cesse de croître, indique Jürgen Thomas, directeur de l'ONG Alliance Anti Trafic, qui lutte contre le trafic d'êtres humains. « Lorsque ces femmes arrivent en Chine, leur mari confisque leur passeport. Elles sont souvent battues, doivent travailler jusqu'à 18 heures par jour dans l'exploitation familiale et procréer. Si une femme ne tombe pas enceinte, elle est revendue ou devient l'esclave sexuelle de l'ensemble des hommes de la famille. » Conscient de ce problème croissant, le gouvernement laotien a renforcé les contrôles aux frontières. Il a élargi ses campagnes de sensibilisation et menacé de lourdes sanctions les parents qui vendent leurs filles.

Un pont est en cours de construction sur le Mékong, près de la petite ville de Luang Prabang.

© Liu Ailun Xinhua/eyevine/afif

International. La population profitera-t-elle de cette manne financière? Rien n'est moins sûr.

## Grave accident

Les barrages et les centrales se construisent à un rythme infernal. Non sans risque. En juillet 2018, un barrage auxiliaire s'est effondré dans la province d'Attapeu. Quelque cinq milliards de tonnes d'eau, soit un dixième du lac de Constance, ont inondé plusieurs villages. Des dizaines de personnes ont perdu la vie, des centaines ont été portées disparues et des milliers ont dû fuir.

Le barrage et la centrale attenante, construits grâce à des fonds sud-coréens, thaïlandais et laotiens, étaient sur le point d'entrer en service. Le drame a montré à quel point le suivi et le contrôle de ces mégaprojets, souvent réalisés dans des régions rurales reculées, étaient insuffisants.

Le gouvernement laotien a promis d'ouvrir une enquête et annoncé vouloir vérifier la sécurité de tous les barrages actuellement en construction. Les nouveaux projets sont, par ailleurs, gelés. L'accident a sans aucun doute mis au

jour la politique énergétique controversée du Laos. C'est un signal d'alarme pour le gouvernement, déclarait à l'époque Micah Ingalls, chercheur au Centre interdisciplinaire pour le développement durable et l'environnement de l'Université de Berne. L'homme travaille au Laos. Selon lui, «la rupture du barrage a montré les risques sociaux et écologiques d'un tel projet. Ces dernières années, le gouvernement n'a pas hésité à discréditer les organisations environnementales qui prévenaient des dangers en les qualifiant d'irrationnelles et de réactionnaires. Après cette catastrophe, le vent a tourné.» Il n'est pas devenu plus prudent pour autant vis-à-vis des investisseurs étrangers: au contraire, il les accueille à bras ouverts.

À l'extérieur de Vientiane, la capitale, les buffles de Volong, un agriculteur, gravissent le talus qui longe une future voie ferrée. Pour l'instant, pas de voie: seulement des cailloux et du gravier. Les bêtes se retournent et redescendent lentement vers la rizière. La ligne du train à grande vitesse, en construction depuis trois ans, fait partie du projet chinois de «nouvelles routes de la soie». Elle reliera la ville chinoise de Kunming à Singapour. Le tracé s'étend sur 400 kilomètres, dont près de la moitié à travers les mon-

tagnes. Plus de 70 tunnels doivent être percés. Durée estimée de la construction: cinq ans.

Volong ne s'oppose pas au train, même s'il a dû céder un tiers de son terrain. La voie ferrée traverse ses champs qui s'étalent sur deux hectares. «Le gouvernement communiste a déclaré que ce train était important pour moderniser le Laos. Je le comprends», indique l'agriculteur. Pourtant, trois ans après le début des travaux, il n'a toujours pas été indemnisé. Dans un pays où toute critique ou demande visant le gouvernement peut se révéler dangereuse, Volong s'arme de patience.

## Dettes importantes envers la Chine

Le Laos s'est fortement endetté en raison du projet ferroviaire. «Trop!», critique Ian Baird, spécialiste du Laos et professeur à l'Université de Wisconsin-Madison. D'après lui, ce n'est pas le Laos, mais la Chine qui profitera le plus du train à grande vitesse vers Singapour. Le coût de cette route commerciale est estimé à six milliards de francs, soit près de la moitié du produit intérieur brut du Laos. La Chine assume 70% des coûts, le Laos le reste. Ce dernier ne peut, toutefois, endosser qu'une partie des frais. Il est





## LE LAOS EN BREF

### Nom

République démocratique populaire du Laos

### Régime

République socialiste à parti unique

### Superficie

236 800 km<sup>2</sup>

### Population

7.2 millions

### Capitale

Vientiane

### Ethnies

Le Laos compte au moins 49 ethnies. Les principaux groupes sont les suivants : les Lao (53,2 %), Khmou (11 %), Hmong (9,2 %) et Phouthay (3,4 %)

### Langues

La langue officielle est le lao, une langue voisine du thaï. Parmi les langues minoritaires, on relève notamment le khmu, le hmong, le cambodgien (khmer) et le lolo, un dialecte tibéto-birman.

### Religion

Bouddhisme (64,7 %)  
Christianisme (1,7 %)  
Sans confession (31,4 %)  
Autre (2,2 %)



contraint d'emprunter de l'argent à la Chine à des taux d'intérêt élevés.

Les entreprises de construction chinoises venues au Laos avec leurs ouvriers et leurs machines engrangent, elles, déjà des bénéfices grâce à ce grand projet. Si le Laos ne parvient pas à rembourser son prêt, les conséquences pourront être très graves, estime M. Baird. «Il devra rembourser ses dettes avec des ressources naturelles. Le gouvernement accordera à la Chine des licences d'exploitation pour des mines, des plantations ou des centrales hydrauliques. Pékin utilise son pouvoir économique pour gagner de l'influence politique au Laos.»

## Le rêve d'un voyage en train

Sur le chantier à l'extérieur de Vientiane, Volong escalade la voie ferrée. La route de gravier s'étend jusqu'à l'horizon. Le paysan regarde au loin et lance: «Un jour, moi aussi, je prendrai le train à grande vitesse pour me rendre dans une province voisine ou même jusqu'en Chine.»

De nombreux barrages et centrales sont érigés le long du fleuve, non sans risque pour la population (à gauche). Trois ans après le début de la construction de la ligne ferroviaire qui relie Kunming à Singapour, Volong, un agriculteur (en haut), n'a toujours pas reçu d'indemnités pour les terres perdues.

© Sergey Ponomarev/NYT/Redux/laif  
© Karin Wenger

Les voyages ne sont pas rares pour les agriculteurs laotiens, mais ils prennent le bus, précise un représentant du gouvernement qui vit dans la province de Luang Prabang. Ils ont depuis longtemps perdu confiance en leur gouvernement. «Ils quittent le pays pour trouver du travail sur les chantiers en Thaïlande. De nombreux villages sont déjà vides. Seuls les enfants et les personnes âgées y vivent encore.» ■

*Karin Wenger est la correspondante de la SRF en Asie du Sud-Est. Elle vit à Bangkok.*

Sur le terrain avec ...

## MICHAL HARARI

RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE AU BUREAU DE COOPÉRATION À VIENTIANE

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

La décentralisation n'en n'est qu'à ses débuts au Laos. Dix-neuf provinces comptant 148 districts, lesquels peuvent être comparés à nos communes, manquent de bonne gouvernance avec des responsabilités claires et des ressources adéquates. Le Laos est un État communiste à parti unique, officiellement organisé de manière très centralisée. Le pouvoir appartient aux cadres du parti. Les représentants des ministères appliquent les politiques du gouvernement central



dans les provinces. Ils ne connaissent généralement pas en détail le contexte régional et les besoins des populations locales.

Nos programmes visent donc à renforcer la gouvernance locale. Ils contribuent à réduire la pauvreté dans les campagnes. Déléguer les tâches publiques aux gouvernements locaux ne suffit, cependant, pas à améliorer les conditions de vie des populations rurales et à augmenter leur participation aux prises de décision. Les ressources financières très limitées doivent également être réparties en fonction des besoins. Nous organisons actuellement une formation de deux jours avec des représentants de ministères nationaux, de deux provinces ainsi

que des Nations Unies et des ONG. Objectif: promouvoir la compréhension des relations financières entre les niveaux local et central ainsi que l'échange d'expériences.

Dans le cadre du Fonds de lutte contre la pauvreté et en collaboration avec la Banque mondiale, nous soutenons le processus de planification locale avec la participation des citoyens. De petits projets d'infrastructure, tels que la construction de centres de santé et d'écoles, voient le jour dans les communes. Plus importante que l'infrastructure elle-même est la participation des villageois à la planification, voire à la construction. Certains des projets sont situés dans la province de Saravane, au sud du pays. Je me rendrai prochainement sur place pour discuter avec les autorités de la province et des districts. Mes collègues de la Banque centrale et moi examinerons les résultats de leur engagement et demanderons aux villageois s'ils sont satisfaits des nouvelles infrastructures.

Ce poste au Laos est le premier que j'occupe à l'étranger pour le compte de la DDC. Il s'agit d'une expérience totalement nouvelle. J'ai étudié les sciences politiques et islamiques avant d'être responsable des programmes humanitaires mis en œuvre en Afrique du Nord. La vie à Vientiane est agréable et sûre. La ville, qui n'est pas trop grande, se trouve directement sur le Mékong, à la frontière avec la Thaïlande. Elle est remplie de restaurants de rue qui proposent du riz gluant servi avec de la viande, de la sauce de poisson et beaucoup de piment. Les soins de santé se sont améliorés ces dernières années, mais les gens continuent à se rendre en Thaïlande pour les examens ou traitements importants. De même, l'offre de produits s'est étoffée. En té-

moignent les articles pour bébé que mes prédécesseurs devaient encore importer eux-mêmes. Malheureusement, malgré mes cours de langues, je parle encore très mal le lao. Cette barrière linguistique disparaîtra l'été prochain. Je déménage avec ma famille au Caire, où la langue m'est plus familière. ■

### RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Au regard des pays voisins que sont le Cambodge, le Myanmar et le Vietnam, la société civile au Laos n'est pas encore très développée. « Sur les quelque 150 organisations enregistrées, 90 % travaillent dans le domaine de l'éducation, de la santé et des soins de base pour les populations rurales », explique Michal Harari. « Le gouvernement est très sensible et nos capacités d'action en matière de gouvernance sont très limitées par rapport à d'autres pays. » Le déploiement d'une société civile laotienne active exige donc de la persévérance. « Il s'agit de renforcer l'engagement citoyen, l'État de droit et les droits humains. » La DDC propose formations et coachings aux organisations. Elle fournit de petites aides financières pour le démarrage de projets, tout en encourageant l'échange d'information et d'expérience.

Voix du ... Laos

# « PERSÉVÉREZ. NE CESSEZ JAMAIS D'APPRENDRE! »

Après l'école primaire dans notre village, nous fréquentions l'école secondaire au pied de la montagne. À l'époque, il n'existait ni route ni chemin pour s'y rendre. Nous partions le dimanche par groupe de trois ou quatre à travers la forêt et les rochers. Nos parents nous avaient construit une petite cabane dans laquelle nous vivions pendant la semaine.

Le vendredi après-midi, nous prenions le chemin du retour. Ce fut une période difficile. Aucun adulte pour prendre soin de

nous, pas de téléphone. Nous étions sans contact avec nos familles durant toute la semaine.

Les week-ends, nous aidions aux travaux domestiques, ainsi que dans les champs ou la forêt. Mes parents n'avaient ni argent ni vivres. Nous récoltions ainsi dans la forêt de la nourriture et du bois pour la semaine à venir. Beaucoup de mes camarades de classe ont abandonné l'école. La plupart des parents, y compris les miens, n'avaient pas conscience de l'importance de l'éducation. Ils souhaitaient que je quitte l'école pour les aider. Ne pouvant pas me soutenir financièrement, ils me donnaient parfois du riz et des légumes, mais, la plupart du temps, je devais me débrouiller seule.

J'appartiens à une minorité ethnique, les Hmong. Le matériel scolaire et les leçons étaient en lao. À l'école primaire, tout était expliqué en hmong, mais dès la secondaire nous devons parler et écrire en lao. Ce n'est qu'au contact de mes camarades ayant pour langue maternelle le lao que j'ai pris conscience de ma différence. Aujourd'hui encore, on remarque que le lao n'est pas ma première langue. Mon accent et ma prononciation diffèrent même de ceux des peuples hmong d'autres régions.

Après le lycée, je n'avais qu'un souhait: continuer à étudier. Un professeur m'a suggéré de me présenter à l'université dans la capitale, Vientiane. L'examen d'admission a eu lieu dans un village nommé KM52, que mon père et moi avons rejoint après sept heures de moto. Je suis arrivée juste à temps. Et j'ai été acceptée – la seule de ma classe. Les premières semaines à l'Université nationale du Laos, loin de chez moi, ont été difficiles. Mais, avec le temps, je me suis fait des amis et nous étions bientôt tout un groupe. Nous

nous sommes soutenus mutuellement pour nous habituer à ce nouvel environnement. J'ai étudié l'informatique alors que je n'avais aucune expérience avec les ordinateurs et n'en possédais même pas. Le seul ordinateur à ma disposition était celui du laboratoire, à partager avec trois ou quatre autres étudiants. Après avoir créé des sites Internet et élaboré des bases de données, j'ai décroché un premier emploi en tant qu'assistante en informatique (voir encadré).

---

**« MON ENFANCE A ÉTÉ DIFFICILE. J'AI CONNU LA PAUVRETÉ EXTRÊME, MAIS J'AI PERSÉVÉRÉ, CAR JE SAVAIS QUE CE SERAIT BON POUR MOI ET MA FAMILLE. »**

---

Mes parents vivent toujours de l'agriculture à la montagne. Je leur rends visite toutes les deux semaines. Mon revenu me permet de poursuivre mes études et de soutenir financièrement mes parents et ma sœur qui peut aller ainsi à l'école. Cela me rend fière et je suis pleine d'espoir pour l'avenir de notre famille.

Si je rencontrais quelqu'un vivant dans la pauvreté et devant faire face aux mêmes difficultés que j'ai affrontées à l'époque, je lui dirais: sois patient et persévérant, et ne cesse jamais d'apprendre. Il y aura toujours des obstacles, dont certains paraîtront insurmontables, mais, si l'on regarde en avant et n'abandonne pas, on peut réussir. J'en suis la preuve. Mon enfance a été difficile. J'ai connu la pauvreté extrême, mais j'ai persévéré, car je savais que ce serait bon pour moi et ma famille. ■



**BAIMOUA**, née en 1991, appartient à une minorité ethnique, les Hmong, qui ne connaît pas les noms de famille, mais seulement les prénoms. Elle travaille comme assistante en informatique au sein du projet «Knowledge for Development in Laos» du Centre interdisciplinaire pour le développement durable et l'environnement de l'Université de Berne. L'inventaire des données récoltées par le Centre fournit des informations sur les concessions et l'utilisation des terres aux décideurs politiques. L'objectif est de les aider à transformer le Laos, qui figure actuellement dans la catégorie dite des pays les moins avancés. Dans son temps libre, Baimoua voit ses amis et seconde ses parents dans les travaux domestiques, agricoles et forestiers.



# DES SOLUTIONS SIMPLES ET EFFICACES POUR DOMPTER LA CANICULE

Le boom de la construction en Inde entraîne une forte augmentation de la consommation d'énergie liée à la climatisation. Des ingénieurs suisses conseillent les ministres et les investisseurs indiens en matière de construction économe en énergie. Une nouvelle norme nationale a été édictée. Elle est obligatoire pour les millions de projets prévus, dont beaucoup s'adressent à des familles défavorisées.

Texte : Samuel Schlaefli

Les villes indiennes sont en pleine expansion. À côté d'immenses bidonvilles, des immeubles et appartements de luxe sortent de terre pour loger la nouvelle classe moyenne et supérieure. La climatisation de ces bâtiments est électrique. Au cours des sept dernières années, la consommation d'énergie liée à cette pratique a quintuplé. Cette dernière a des conséquences catastrophiques sur le climat, l'électricité indienne provenant principalement de centrales à charbon au bilan carbone désastreux. Ainsi, le rafraîchissement des bâtiments renforce les vagues de chaleur qui frappent de plus en plus le sous-continent.

L'été dernier, l'Inde a connu 32 jours de canicule avec des températures dépassant les 48 °C dans la capitale New Delhi et les 50 °C au Rajasthan. Moins d'un dixième de la population a aujourd'hui les moyens de rafraîchir sa maison. Ce sont surtout les plus pauvres qui sont exposés à la chaleur. Celle-ci a fait des centaines de morts l'an passé.

Des experts ont conseillé la ville de Rajkot sur la construction d'un lotissement devant accueillir 1200 familles défavorisées.

© Patel Photo Arts, Rajkot

«Les trois quarts des bâtiments dont l'Inde aura besoin en 2035 n'ont pas encore été construits, indique Mirjam Macchi, du programme Changement climatique de la DDC. Nous avons aujourd'hui une occasion unique d'augmenter leur efficacité énergétique.» Dans le cadre du projet «Building Energy Efficiency Project» (BEEP), lancé par la DDC en coopération avec le gouvernement indien, des ingénieurs suisses travaillent en étroite collaboration avec leurs homologues indiens. Objectif: parvenir à une température agréable à l'intérieur des immeubles en consommant le moins d'énergie possible et en limitant les émissions de CO<sub>2</sub>. L'équipe a conseillé la ville de Rajkot, la quatrième de l'Inde, dans l'État du Gujarat, sur la construction d'un lotissement de sept étages destiné à accueillir 1200 familles défavorisées.

En période de canicule, les températures grimpent jusqu'à 41 °C, voire 43 °C, durant la journée à Rajkot. À l'intérieur des bâtiments, elles atteignent 38 °C. «Grâce à de simples aménagements dans la conception et le choix des matériaux, nous avons pu les réduire à 33 °C, voire 31 °C, sans appui électrique», se réjouit Pierre Jaboyedoff, partenaire du bureau d'ingénieurs-conseils lausannois Effin'art et codirecteur du projet. Les murs ont été

construits avec des matériaux isolants minéraux, tandis que les surfaces vitrées ont été réduites pour limiter le réchauffement dû aux rayons du soleil. Parallèlement, l'ouverture maximale des fenêtres a été accrue, de 50 à 90%, pour permettre un refroidissement idéal pendant la nuit, lorsque les températures sont plus fraîches. «Nous avons ainsi réussi à augmenter de 2600 à 6300 le nombre d'heures au-dessous des 30 °C, précise M. Jaboyedoff. Et ceci avec un surcoût initial de 2 à 3%, qui a été rapidement amorti grâce à des économies d'électricité.»

## Ateliers de construction écologique

Vingt-quatre ateliers similaires ont été menés dans le cadre du BEEP. L'équipe de M. Jaboyedoff examine l'efficacité énergétique des projets et optimise celle-ci grâce à des solutions techniques simples. L'introduction de stores constitue un élément central. «Cette seule mesure permet de réduire jusqu'à 45% l'énergie nécessaire au refroidissement des grands bâtiments», indique Pierre Jaboyedoff.

Les stores extérieurs représentent une nouveauté en Inde, notamment parce que l'État s'est inspiré jusqu'à présent des normes de construction américaines.



L'architecte Andreas Binkert s'entretient, lors d'un atelier, avec la population locale sur le complexe de Palika Bhawan, à New Delhi.

© Indo-Swiss BEEP

Les rues de New Delhi, de Bangalore ou de Bombay sont remplies de gratte-ciel vitrés, non ombragés, devant être rafraîchis à l'aide de climatiseurs gourmands en électricité. Pour diffuser à large échelle les stores, l'équipe du BEEP a lancé, en collaboration avec le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche, un concours national de design. Des architectes et ingénieurs indiens ont fait parvenir leurs idées. Cinq d'entre elles ont été développées sous forme de prototypes. Les meilleures solutions pour les immeubles d'habitation et de bureaux ont obtenu un soutien financier en vue de leur commercialisation.

### Expériences locales pour une norme nationale

En 2017, le ministère indien de l'Énergie a demandé le soutien de la Suisse pour élaborer la première norme d'efficacité énergétique des bâtiments d'habitation. En six mois, Pierre Jaboyedoff et son

équipe ont préparé un ensemble de dispositions axées sur la pratique. La norme a été adoptée par le gouvernement indien en décembre 2018. Parallèlement, ce dernier a annoncé la construction d'ici à 2022 de douze millions de logements abordables conformément aux nouvelles lignes directrices.

Le potentiel d'une telle norme est énorme pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. M. Jaboyedoff en est convaincu: la consommation énergétique due à la climatisation des bâtiments peut diminuer de moitié. Et ce, pendant toute la durée de vie, de 50 à 60 ans, des nouveaux bâtiments. L'ingénieur souligne, cependant, que la mise en œuvre prendra du temps. En Suisse, il a fallu dix ans pour que la première norme SIA en la matière soit adoptée par tous les cantons. Le BEEP aide donc les États indiens à la transposer dans leur législation le plus rapidement possible. ■

### LES OBJECTIFS CLIMATIQUES DE L'INDE

Entre 2000 et 2017, la demande énergétique de l'Inde a doublé. L'électricité issue des centrales à charbon représente 70 % de l'énergie produite dans le pays. Un kilowattheure produit en Inde rejette donc cinq à six fois plus de CO<sub>2</sub> qu'en Suisse. Le pays est le plus gros émetteur de CO<sub>2</sub>, après la Chine et les États-Unis. Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Selon le système d'évaluation en ligne Climate Action Tracker, il s'agit de l'un des rares États qui atteindra d'ici à 2030 les objectifs fixés par l'Accord de Paris. Actuellement, 33 % de la consommation d'électricité provient des bâtiments. D'ici à 2040, elle pourrait s'élever à 50 %. Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur de la construction se révèle donc particulièrement important.

# AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES MIGRANTS VÉNÉZUÉLIENS

Chaque jour, des milliers de Vénézuéliens fuient leur pays, à la recherche de meilleures conditions de vie. La DDC et ses partenaires tant locaux qu'internationaux leur apportent protection, soins de santé et soutien psychosocial à la frontière colombo-vénézuélienne.

Texte : Zélie Schaller

Au Venezuela, la pénurie de produits alimentaires et de médicaments, l'hyperinflation, mais aussi l'insécurité jettent, chaque jour, des milliers de personnes sur les routes de l'exil. D'ici à fin 2020, 6,5 millions de Vénézuéliens auront quitté leur pays si la situation politique et sociale continue de se détériorer, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Première destination: la Colombie, qui en accueille actuellement quelque 1,4 million, le gouvernement ayant introduit plusieurs mesures pour fournir assistance et protection aux personnes dans le besoin, renforcer la sécurité et promouvoir la migration régulière.

Ne possédant bien souvent plus que leurs vêtements, les Vénézuéliens espèrent trouver de meilleures conditions de vie dans ce pays voisin. Mais ils ignorent les lois, les procédures d'immigration et les menaces auxquelles ils s'exposent. Confrontés notamment aux groupes armés illégaux qui se disputent le territoire, ils représentent des proies faciles. Enrôlement de force, trafic d'êtres humains et violence sexuelle constituent les principaux dangers, d'après le HCR.

«Les migrants ont un grand besoin d'information», souligne Fabrizio Poretti, responsable de la DDC en Colombie. Pour qu'ils puissent éviter les zones à risque, différentes applications pour smartphone ont été développées. Elles mettent à disposition des cartes et précisent les

lieux où sont accessibles nourriture, points d'eau, soins de santé et hébergements temporaires. Ceux-ci ont été aménagés dans plusieurs régions frontalières par les partenaires de la DDC – HCR, Conseil norvégien pour les réfugiés et CICR entre autres.

Ces derniers fournissent aux personnes déplacées une assistance juridique, les informant de leurs droits. Pour améliorer leur quotidien sur le court et le long terme, ils aident les migrants à obtenir des permis spéciaux – de transit ou de permanence. Ces papiers faciliteront leur accès au marché du travail et aux soins de santé.

## Soutien psychosocial

Enfants, femmes et personnes âgées sont particulièrement vulnérables. Malnutrition sévère, réapparition de maladies telles que le paludisme, la fièvre jaune, la diphtérie ou la rougeole, et hausse des infections sexuellement transmissibles sont observées. Les conditions de migration extrêmes et les séparations familiales suscitent, de surcroît, anxiété et dépression.

Pour remédier à la situation, la DDC soutient notamment l'ONG Comitato Internazionale pe lo Sviluppo dei Popoli (CISP), qui apporte un soutien psychosocial aux migrants traversant une crise émotionnelle. «Ces personnes ont tout

laissé derrière elles. Traumatisées et épuisées par le voyage, elles ont besoin de parler pour évacuer leurs émotions. Un soutien est essentiel», relate Fabrizio Poretti. Des psychologues les écoutent et les rassurent dans le but de renforcer leur estime de soi et leur résilience. Dans les cas les plus graves, tels que torture, viols ou autres formes de violence sexuelle, les victimes bénéficient d'un accompagnement spécifique, puis d'un appui à distance via leur smartphone lorsqu'elles sont en déplacement.

## La santé materno-infantile: une priorité

Des unités mobiles suivent les migrants le long de leur parcours ainsi que dans les quartiers urbains. Des médecins apportent premiers secours et soins pré-hospitaliers aux personnes malades. Un accent particulier est mis sur la santé materno-infantile. «La grossesse, l'accouchement et les premières semaines de vie du bébé sont des périodes à risque à la fois pour la femme et le nouveau-né», rappelle l'ONG Médecins sans frontières. «C'est à cette période-là que l'on peut sauver des vies. Si un enfant est malnutri dès son plus jeune âge, il en pâtira toute sa vie», relève Fabrizio Poretti.

Autre difficulté: l'accès à l'eau. Plusieurs régions sont confrontées au stress hydrique. La coopération suisse travaille avec le gouvernement, les autorités lo-



Des migrants vénézuéliens descendent d'un camion peu après la frontière avec la Colombie (en haut). Dans une station de transit (à gauche), les mères et les enfants reçoivent un soutien psychosocial, des soins médicaux et de la nourriture.

© Federico Rios Escobar/NYT/Redux/laif  
© CISP



cales et les communautés pour forer des puits et installer des systèmes de traitement visant à purifier l'eau. Objectif: assurer les besoins en eau potable dans les écoles notamment.

Les enfants migrants sont intégrés dans les classes locales, mais le nombre d'inscriptions est limité. «Il y a trop d'enfants et peu de places vacantes», indique José Alberto López, coordinateur de projet Aide humanitaire et Urgence au CISP.

N'ayant ni matériel scolaire ni uniformes, l'association les leur procure.

Le CISP offre aussi aux écoliers des vélos. Ceux-ci présentent plusieurs avantages: ils permettent de parcourir des plus longues distances et apportent une protection aux enfants. «Une fille est moins vulnérable à vélo qu'à pied», illustre Fabrizio Poretti. Les parents profitent également des petites reines: ils utilisent ces dernières pour faire leurs courses.

## RETOUR DIFFICILE DES COLOMBIENS EXILÉS

Alors que les Vénézuéliens quittent leur pays, de nombreux Colombiens exilés au Venezuela rentrent chez eux. Dans cet État voisin, ils étaient à la recherche d'un emploi ou de protection à la suite du conflit armé. Si un accord de paix a été trouvé en 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le conflit se poursuit néanmoins, ne facilitant pas l'entrée sur le territoire des « migrants du retour ». Leurs enfants - et eux-mêmes parfois - ne possèdent pas de papiers colombiens. La DDC et ses partenaires les aident à accéder aux documents officiels et à faire valoir leurs droits.

«Pour favoriser l'insertion des petits Vénézuéliens et prévenir la xénophobie, des psychologues forment les enseignants à travers des ateliers», ajoute José Alberto López. Le CISP met également en place des activités récréatives, culturelles et sportives avec les établissements scolaires et les communautés de quartier. Ainsi, enfants migrants et locaux interagissent ensemble dans des espaces protégés. ■

# DDC INTERNE

## MYANMAR: DU CAFÉ POUR REMPLACER L'OPIUM

(wla) Dans le sud de l'État Shan, au Myanmar, la population a un accès restreint aux services de base et ses sources de revenus sont limitées. La pauvreté et la malnutrition sont omniprésentes et le taux d'émigration est élevé. Dans les townships de Hopong et de Loilem, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a lancé une coopérative de café. Des producteurs issus de 53 villages cultivent du café sur quelque 800 hectares. La caféiculture offre une source de revenus alternative aux quelque 300 000 cultivateurs d'opium du Myanmar. La DDC soutient la coopérative Green Gold et ses 900 membres pour favoriser la durabilité et la rentabilité du projet.

**Durée du projet:** 2019-2023

**Volume:** 1.932 million CHF

## GRÈCE: DES TENTES ET DES LITS POUR LES RÉFUGIÉS

(ald) La situation en Grèce s'est aggravée l'an dernier avec l'arrivée de groupes de migrants plus importants. Compte tenu des conditions précaires qui prévalaient avant le début de l'hiver, l'Aide humanitaire de la DDC a acheminé du matériel de secours. Quelque 600 tentes familiales adaptées pour l'hiver, suffisantes pour quelque 3000 personnes, ont été envoyées sur l'île de Lesbos. De plus, 500 lits provenant des stocks du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports ont été livrés. Ils seront distribués par l'armée grecque dans les différents camps de réfugiés du pays.

**Durée du projet:** 2019

**Volume:** 670 000 CHF

## CROATIE: DES ROUTES PLUS SÛRES

(zss) La Suisse contribue à améliorer la sécurité routière en Croatie à travers deux projets. Le premier veut rendre les routes plus sûres pour les enfants et les personnes âgées, en développant des solutions aux endroits particulièrement dangereux. Le second entend séparer trafics lent et rapide dans les villes pour sécuriser les voies cyclables et piétonnes. L'échange de connaissances quant à la réduction des risques sur les routes, les pistes cyclables et les passages pour piétons occupe une place centrale dans les deux projets. Les associations suisses Pro Velo et CareCross conseillent des ONG croates, la fédération de cyclisme, des instituts de recherche ainsi que des urbanistes. Les deux projets ont été rendus possibles grâce à la contribution suisse à l'élargissement, un programme d'aide de la Confédération qui vise à atténuer les disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne.

**Durée du projet:** 2019-2020

**Volume:** 215 000 CHF (trafic cycliste)  
240 000 CHF (trafic routier global)

## GAZA: AIDE MÉDICALE D'URGENCE

(ald) Le système de santé à Gaza est très fragile. Les deux millions d'habitants ont un accès très limité aux services médicaux spécialisés. La Suisse soutient un projet de l'ONG Médecins sans frontières qui fournit des soins médicaux gratuits et de qualité aux patients gravement brûlés et/ou victimes de traumatismes. Plus de 28 000 manifestants palestiniens ont été blessés lors de leur participation à la « Grande Marche du retour », non loin de la frontière avec Israël.

**Durée du projet:** 2019-2020

**Volume:** 2 millions CHF

## SUISSE: IGNAZIO CASSIS RENCONTRE LES ORGANISATIONS PARTENAIRES DE LA DDC

Le 8 octobre dernier, plus de 60 représentantes et représentants d'organisations partenaires de la DDC ont participé à un échange entre le conseiller fédéral Ignazio Cassis et les ONG suisses. Le thème de la rencontre était le rôle des ONG suisses en tant que multiplicateurs de la coopération internationale (CI) de la Suisse. « Je m'intéresse aux faits et aux résultats. C'est avec des résultats concrets que nous pouvons nous présenter au Parlement et leur montrer précisément ce que nous faisons », a souligné le ministre des Affaires étrangères dans son discours. Caritas, Swisscontact, Solidarmed, l'EPER et Biovision ont présenté les résultats de projets concrets dans les domaines de la migration, de la formation professionnelle, de la santé et de la sécurité alimentaire réalisés grâce à des partenariats avec l'économie privée et le secteur de la recherche. Lors d'une table ronde animée par le directeur de la DDC, Manuel Sager, la conseillère nationale Isabelle Chevalley (PVL), le conseiller national Claudio Zanetti (UDC), la présidente d'Helvetas Therese Frösch, le président de Swisscontact Heinrich Lanz ainsi que le directeur de Biovision Andi Schriber ont parlé des défis et des opportunités spécifiques auxquels la coopération internationale est confrontée. S'agissant de la collaboration avec le secteur privé, c'est le « comment » qui est la clé du succès selon eux. Lors de son discours de clôture, Ignazio Cassis a évoqué la procédure de consultation publique sur la coopération internationale 2021-2024: la priorité accordée à la lutte contre la pauvreté, l'importance des intérêts de la Suisse dans la CI et le lien de ces derniers avec la politique migratoire notamment ont fait l'objet de nombreuses observations.

# MIGRACIÓN

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES



# MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT : UNE RELATION CONTROVERSÉE

Pour réduire les mouvements migratoires, des responsables politiques aux États-Unis et en Europe occidentale se tournent vers l'aide étrangère. Celle-ci dissuaderait les candidats à l'exil en améliorant le niveau de vie dans les pays d'origine. Mais la coopération internationale permet-elle vraiment d'enrayer les migrations ?

Texte : Zélie Schaller

Dans les débats politiques, la coopération internationale (CI) est souvent citée comme un moyen de freiner les migrations. Le raisonnement: si les conditions de vie des populations locales s'améliorent, la probabilité d'émigrer diminue. Ce postulat sous-tend l'orientation stratégique de la CI développée par de nombreux pays occidentaux. Or, des études viennent le nuancer. En faisant progresser la situation économique et sociale d'un pays, l'aide au développement renforcerait les velléités de départ, la classe moyenne émergente aspirant à la promotion de soi et des siens.

Comment les agences de développement accueillent-elles ces conclusions, qui vont à l'encontre de la logique politique ? Celles-ci remettent-elles en question leur stratégie ? La CI contribue-t-elle à endiguer les migrations ou, au contraire, les favorise-t-elle ?

De nombreux travaux ont démontré que la « transition migratoire » s'effectuait en deux temps. À moyen terme, la croissance du produit intérieur brut (PIB) d'un pays accroît les moyens financiers des individus et encourage donc l'émigration. Ce n'est qu'à plus long terme et à partir d'un certain niveau de richesse que la progression du PIB entraîne une diminution de l'émigration. Reste que cette relation ne se vérifie pas dans chaque État, pointe l'étude de Michael Clemens et de Hannah Postel

intitulée « Deterring Emigration with Foreign Aid: An Overview of Evidence from Low-Income Countries » (« Dissuader l'émigration grâce à l'aide étrangère: aperçu des éléments probants des pays à faible revenu »). De plus, comme la plupart des débats, elle ne prend en considération ni la migration irrégulière ni les déplacements forcés (dus aux conflits, aux catastrophes naturelles, etc.).

## Favoriser la bonne gouvernance

Selon Jonas Gamso, de l'Université d'État de l'Arizona, et Farhod Yuldashev, de l'Université de Pittsburgh, l'aide économique et sociale n'affecte pas les taux d'émigration, que ce soit de manière positive ou négative. À travers leur étude « Targeted Foreign Aid and International Migration: Is Development-Promotion an Effective Immigration Policy ? » (« L'aide étrangère ciblée et les migrations internationales: la coopération au développement est-elle une politique d'immigration efficace ? ») parue en décembre 2018 dans le journal *International Studies Quarterly*, ils démontrent, en revanche, que la promotion de la bonne gouvernance freine l'émigration des pays en développement. Au contraire de l'appui économique, elle n'encourage pas la migration, puisqu'elle n'augmente pas les ressources matérielles à court terme de la population.

## MIGRATION MONDIALE

Selon les dernières estimations de l'ONU, le nombre de migrants internationaux s'élevait à 272 millions en 2019, soit une hausse de 51 millions au regard de 2010. Un peu plus de 10 % d'entre eux (28,7 millions) sont des réfugiés et des demandeurs d'asile. Quelque 85 % des réfugiés du monde entier vivent dans des pays en développement et émergents voisins. Seuls 15 % recherchent une protection loin de leur région d'origine. La plupart des migrants viennent d'Europe (61 millions). Suivent ceux de l'Asie centrale et du Sud (50 millions), de l'Amérique latine et des Caraïbes (42 millions), de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (37 millions), de l'Afrique du Nord et de l'Ouest (37 millions) ainsi que de l'Afrique subsaharienne (24 millions). Cette dernière région affiche la proportion de migrants internationaux la plus faible (2,4 %) dans la population totale. La migration est essentiellement un phénomène régional: 69 % des migrants européens restent en Europe et 65 % en provenance d'Afrique subsaharienne demeurent dans cette zone.

Des migrants à la frontière entre le Venezuela et la Colombie. La coopération au développement permet-elle d'enrayer les migrations ou les favorise-t-elle ?

© Juan Arredondo/NYT/Redux/laif

«L'amélioration des institutions politiques (...) favorise la réduction de la corruption et une plus grande stabilité politique (...). Ces progrès diminuent les facteurs de départ et réorientent les incitations à l'émigration, ce qui rend les individus moins susceptibles de quitter leur pays», détaillent Jonas Gamso et Farhod Yuldashev. Avant de prévenir: si les gouvernements réduisent leur aide budgétaire consacrée à la bonne gouvernance dans les pays en développement, les mouvements migratoires augmenteront.

«L'aide au développement qui renforce la bonne gouvernance, tout en luttant contre la corruption, est susceptible de réduire les pressions migratoires», corrobore Slobodan Djajic, professeur honoraire d'économie internationale spécialisé dans les politiques migratoires à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. «L'efficacité de la CI dépend, en grande partie, des domaines dans lesquels elle agit. Outre la bonne gouvernance, améliorer les soins de santé, l'assainissement, l'électrification et l'approvisionnement en eau potable promeut le développement tout en diminuant les migrations.»

### Offrir des perspectives aux jeunes

La DDC dresse le même constat: «Les programmes à long terme visant à améliorer les services de base – éducation, santé, eau, transports –, le système de sécurité sociale ainsi que l'emploi des jeunes peuvent contribuer à l'envie de rester au pays», indique Simone Giger, responsable du Programme global Migration et Développement.

En ciblant ces aspects, mais aussi le développement rural, l'aide peut atténuer les migrations, démontrent les dernières publications. Ainsi, l'effet de la CI sur les décisions migratoires résulte de la teneur des programmes, mais également de leur horizon temporel. Selon Axel Dreher, Andreas Fuchs et Sarah Langlotz, ce

n'est qu'après de très longues périodes de onze ans ou plus que la CI contribue à réduire les migrations. Elle le permet déjà à court terme néanmoins, «à condition que la part de l'aide humanitaire dans l'aide totale dépasse neuf pour cent», précise l'étude des chercheurs «The Effects of Foreign Aid on Refugee Flows» («Les effets de l'aide étrangère sur les flux de réfugiés»).

D'autres facteurs encore jouent un rôle dans les décisions migratoires et les efforts de la CI. «Les conditions-cadres, la cohérence des politiques en matière de commerce et de politique agricole, le développement du secteur privé les soutiennent ou les contrecarrent», relève Simone Giger. «Aucun État ne peut s'attaquer seul à des questions transfrontalières aussi complexes que celles posées par la migration», ajoute-t-elle.

### Objectif premier: lutte contre la pauvreté

Pour que l'aide étrangère jugule les migrations, les pays riches doivent agir de manière collective, observent également Mauro Lanati, de l'Institut universitaire européen, et Rainer Thiele, de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale. Leur étude «The impact of foreign aid on migration revisited» («Réexamen de l'impact de l'aide étrangère sur la migration») est parue dans le mensuel *World Development* en 2018.

Toutefois, les acteurs sur le terrain mettent en garde: «L'objectif de la CI demeure la lutte contre la pauvreté ainsi que la promotion de la paix et de l'État de droit», souligne Simone Giger. La migration régulière fait partie intégrante de toute société et constitue une source de développement, y compris dans les pays industrialisés. La DDC n'entend que diminuer les facteurs conduisant à la migration irrégulière ou forcée.»

Alliance Sud partage ce point de vue. La CI «ne poursuit pas explicitement l'objectif de réduire la pression migratoire dans ses pays partenaires», écrit Mark

Herkenrath, directeur de l'association, dans une prise de position intitulée «Migration et coopération au développement: des faits au lieu de polémiques» et publiée l'été dernier. La tentative de l'utiliser «comme levier de négociation pour de nouveaux accords de réadmission comporte le risque que les pays donateurs concluent un pacte avec le diable, soit des régimes qui oppriment politiquement ou discriminent économiquement des groupes de population défavorisés».

Un consensus émerge parmi les experts. L'aide ne peut pas être considérée comme un facteur d'augmentation ou de réduction des mouvements migratoires, tant ceux-ci se révèlent complexes. Les perspectives de vie des populations dans les pays en développement ne sont pas seulement liées à la CI. Celle-ci doit simplement lutter contre la pauvreté, car «(...) ce n'est pas la croissance économique, mais l'accroissement des inégalités qui favorise la migration», conclut Mark Herkenrath. ■

---

#### LIEN ENTRE MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT RENFORCÉ

La Suisse «s'efforce d'associer dans le cadre de sa politique de migration extérieure son engagement pour le développement à ses intérêts en matière de politique migratoire», selon le Message sur la coopération internationale 2017-2020. Des accords et des partenariats migratoires sont encouragés. La CI tient ainsi compte de l'augmentation de l'instabilité au cours des dernières années, due aux conflits syrien, libyen et yéménite entre autres ainsi qu'à l'absence persistante de perspectives économiques dans la Grande Corne de l'Afrique, relève le texte. «Ce qui a des répercussions indirectes (...) sur la Suisse.» Le Conseil fédéral et le Parlement entendent désormais mettre l'accent notamment sur les causes des migrations irrégulières et forcées, d'après la consultation publique sur la coopération internationale 2021-2024.

# LA SÉCURITÉ SOCIALE, UN DROIT HUMAIN ATTAQUÉ DE TOUTES PARTS

Une aide sociale efficace a un impact positif sur l'éducation et la santé. Elle permet de lutter contre la pauvreté. Pourtant, les politiciens populistes ne cessent de couper dans les prestations.

Texte : Samuel Schlaefli

Pendant longtemps, le Brésil présentait tous les signes d'un pays en plein développement. Entre 2003 et 2010, quelque 20 millions de Brésiliens ont échappé à la pauvreté. La mortalité infantile a été divisée par quatre entre 1985 et 2016. Et la tuberculose, qui touche principalement les populations démunies, a massivement reculé. L'introduction d'un système de santé financé par l'État dans les années 1990 ainsi que le programme social « Bolsa Familia », lancé en 2003 par le gouvernement de Lula da Silva, expliquent ces bons résultats.

En 2016, le gouvernement de Michel Temer a décidé de geler toutes les dépenses sociales pendant vingt ans. Les pharmacies étatiques qui proposaient des médicaments à des prix abordables, indispensables aux familles les plus pauvres, ont été fermées. Environ 1,2 million de familles ont perdu leur droit à un soutien du programme « Bolsa Familia ». Le président actuel Jair Bolsonaro poursuit dans la même voie, avec des conséquences dramatiques pour la population. La revue médicale spécialisée

Fatou vit dans le quartier pauvre de Morne Hercule, à la périphérie de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Elle rêve d'une vraie maison.

© José Nicolas/hemis/laif





La pauvreté est en hausse au Brésil (à gauche) depuis que le gouvernement a suspendu le programme d'aide sociale « Bolsa Família ». En Haïti (à droite), un quart de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire. La Suisse soutient le système de sécurité sociale haïtien : 30 000 familles vulnérables bénéficient d'une meilleure protection.

© Xinhua/eyevine/laif  
© Meridith Kohut/NYT/Redux/laif

*The Lancet* a récemment averti que la mortalité infantile au Brésil augmentait pour la première fois depuis 1990, de même que la pauvreté.

Le Brésil n'est pas une exception. Aux États-Unis aussi, sous la présidence de Donald Trump, l'aide sociale est soumise à une pression croissante. Seize États ont annoncé ou déjà appliqué une nouvelle pratique donnant accès à l'assurance maladie publique aux seules personnes bénéficiant d'un contrat de travail. En Hongrie, les aides financières accordées aux plus pauvres pour couvrir notamment les frais médicaux et de garde des enfants ont été fortement réduites par le gouvernement de Viktor Orbán.

### Des avantages mesurables

Rema Hanna a analysé en détail le programme étatique « Keluarga Harapan » (« Espoir pour les familles ») en Indonésie. Pendant six ans, des ménages avec enfants et femmes enceintes ont perçu des montants représentant 7 à 14% de leur

## AIDE AUX MÉNAGES LES PLUS PAUVRES

En Haïti, 58 % de la population vit avec moins de 2,4 dollars par jour et un quart est en situation d'insécurité alimentaire. Depuis novembre dernier, la Suisse soutient, dans le cadre du projet PROMES, le système de sécurité sociale haïtien. Quelque 30 000 ménages particulièrement vulnérables doivent bénéficier d'une meilleure protection. Parallèlement, les capacités des autorités aux niveaux national et régional en matière d'aide sociale sont renforcées.



revenu disponible. Le soutien était lié à deux conditions: la scolarisation des enfants et leur vaccination. Le programme ayant eu des effets positifs après deux ans déjà sur la santé des femmes enceintes et la fréquentation scolaire, il a été étendu en 2013 à 2,3 millions de personnes.

Six ans après, l'économiste a comparé 180 sous-districts ayant participé au programme avec d'autres qui n'en ont pas bénéficié. L'étude porte, au total, sur 14 000 ménages. Résultat: les enfants bénéficiaires présentaient 23 à 27% moins de troubles de la croissance liés à une sous-alimentation ou à une infection. En outre, la proportion des 7 à 15 ans non scolarisés a diminué de moitié. Le travail des 13 à 15 ans a été réduit d'un tiers et plus nombreuses ont été les femmes ayant accouché avec l'aide d'un médecin.

### Une exception

« Dans la coopération au développement, l'importance de la sécurité sociale pour combattre la pauvreté est aujourd'hui

largement reconnue », indique Stephanie Guha, conseillère en développement social et réduction de la pauvreté à la DDC. Et de mentionner une réunion des pays de l'OCDE l'été dernier: « Tout le monde s'accordait à dire que, si les systèmes de sécurité sociale exigent des investissements conséquents, ceux-ci sont rentables à long terme. »

Selon une récente étude de l'Organisation internationale du travail basée sur des données récoltées dans une centaine de pays, plus de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès aux soins médicaux de base et seuls 29% bénéficient d'une protection sociale complète. L'accès à la protection sociale universelle est l'un des objectifs principaux de l'Agenda 2030 de développement durable adopté en 2015 par 193 États. Le Brésil, les États-Unis et la Hongrie en font partie. Pourtant, les dirigeants de ces pays vont à l'encontre de ce dessein. ■

Carte blanche

# L'ART DE VIVRE!

Le 6 avril 1992 débutait le siège de Sarajevo. Ce fut l'un des plus beaux jours de ma vie. J'étais sur le point d'avoir seize ans. Au réveil, j'ai réalisé que j'allais arriver en retard en classe. Paniquée, je me suis précipitée dans le salon où mes parents m'ont annoncé d'une voix solennelle mais sobre qu'il n'y aurait pas cours ce jour-là. De toute évidence, aucun de nous n'aurait pu imaginer que c'était le début d'un siège brutal qui allait durer 1425 jours. De longs jours marqués par l'angoisse, la mort, la faim et la froid.

C'était agréable de ne pas aller à l'école. J'étais ravie de pouvoir retourner sous la couette: un plaisir illustrant la grande



**AIDA BEGIĆ** est née à Sarajevo en 1976. Son premier film *Snijeg* est sorti au Festival de Cannes en 2008, où il a remporté le Grand Prix de la Semaine de la Critique. En 2009, la réalisatrice fonde une société de production indépendante, Film House. Son deuxième long métrage *Djeca* a été présenté dans la section « Un Certain Regard » à Cannes en 2012: il a reçu la Mention spéciale du Jury. La Bosnienne a également écrit et réalisé le court métrage *Album* du projet *The Bridges of Sarajevo: an omnibus named Europe*. Elle enseigne à l'Academy of Performing Arts de Sarajevo. Son troisième film *Never leave me*, qui raconte l'histoire d'orphelins syriens, a été primé à plusieurs reprises. Aida Begić prépare actuellement son quatrième opus: *A Ballad*.

naïveté des habitants de Sarajevo qui croyaient jusque-là que la guerre pouvait éclater partout dans le monde excepté dans leur ville.

En grandissant en Yougoslavie, j'ai souvent entendu les gens dire à propos d'art et de culture: la base matérielle d'abord, la superstructure spirituelle ensuite. Une majorité de la population estime qu'il est plus important de construire des usines et des toits pour abriter les gens avant de les emmener voir un ballet.

Nous avons grandi et vécu avec la conviction que les arts et la culture étaient réservés à l'élite. Le siège a bouleversé cette croyance, nous faisant réaliser que les êtres humains ont besoin d'art même lorsqu'ils manquent d'eau et de nourriture. Pendant le siège, les habitants de Sarajevo ont risqué leur vie pour voir une pièce de théâtre ou assister à un concert. La base matérielle éliminée, la nourriture culturelle est devenue un besoin fondamental.

L'art permettait aux gens de préserver leur dignité. C'était un acte de résistance contre la barbarie et la destruction. Les gens se mettaient sur leur trente-et-un pour aller au théâtre. Les pièces étaient jouées à la lumière des bougies. Les projections de films étaient devenues rares en raison des coupures d'électricité. Chacune d'elle suscitait alors une grande joie.

J'ai commencé des études de cinéma et de théâtre durant la pire année de la guerre. L'hiver était glacial et la faim impossible à rassasier. Un cours d'histoire du cinéma demeurera à jamais gravé dans ma mémoire. N'ayant pas d'électricité, nous ne pouvions pas voir les films dont nos professeurs nous parlaient. Alors que nous étudions les œuvres d'Ingmar Bergman, le courant a enfin été rétabli. Notre professeur a décidé de saisir l'occasion pour regarder *Le Septième Sceau*. La salle était si froide que nous devions

parfois nous lever et sautiller pour nous réchauffer. Le film était terminé et l'électricité toujours là. Nous avons alors visionné *Les Fraises Sauvages*. Malgré la faim et le froid, nous avons regardé ce chef-d'œuvre dans son entier.

Cette expérience inoubliable, bien que très inconfortable, m'a fait prendre conscience de l'importance de l'art. Ce dernier est essentiel pour l'être humain: c'est la plus belle expression d'humanité et de création de sens. Pour nous, les jeunes, créer des œuvres d'art à une époque de destruction était une forme d'évasion, mais aussi la proclamation d'un grand espoir. Tôt ou tard, le bien triomphera et la vie l'emportera sur la mort.

Chaque crise, économique en particulier, remet en question le rôle de l'art dans la société. Les restrictions budgétaires débütent toujours par des coupes dans les subventions culturelles. C'est très dommage. Les gens qui réduisent les budgets culturels coupent les ailes de leurs enfants. Néanmoins, à chaque crise, je me demande s'il vaut la peine de réaliser un nouveau film dans un pays n'accordant aucune importance au cinéma et une société consumériste qui produit trop de contenus visuels. Je me rappelle alors les films de Bergman et me rends compte que mon travail a du sens s'il change la vie ne serait-ce que d'une seule personne.

Vive l'art! Vive le cinéma! ■

Un concert de mahragan,  
joué par le groupe Nustaliga.

© Cairo Concepts



# LE SON DE LA RUE ÉGYPTIENNE

Dans les taxis ou lors de mariages, le mahragan fait partie de la vie quotidienne au Caire. Cairo Concepts, du DJ bâlois Phil Battiekh, tente d'en faire un genre à part entière, au-delà des frontières égyptiennes.

Texte : Samuel Schlaefli

Après plusieurs tentatives infructueuses via Skype et WhatsApp, je parviens à joindre Phil Battiekh sur son portable. Dans le cadre d'une bourse de trois mois accordée par Pro Helvetia, l'artiste travaille dans le petit studio d'enregistrement d'amis, au centre du Caire. Il achève les préparatifs liés à la participation du collectif Cairo Concepts à un salon international de musique. Puis, il apporte une dernière touche aux visuels qui accompagneront le concert d'une heure trente, avec spectacle de DJ.

Visualisation, design et travail artistique représentent trois éléments importants du projet. Que Phil Battiekh garde son identité secrète et que son visage soit toujours masqué par une pastèque sur les photos font également partie du concept.

Le mahragan figure parmi les genres musicaux les plus en vogue aujourd'hui au Caire, région métropolitaine de plus de 22 millions d'habitants, pour moitié âgés de moins de 25 ans. Il constitue une adaptation du chaâbi, musique de la classe ouvrière égyptienne qui avait fait fureur dans les années 1970. Certains parlent tout simplement d'«électro chaâbi». Le berceau du mahragan se trouve également dans les quartiers ouvriers et bidonvilles du Caire, Saalam-City ou Matareya par exemple, qui comptent jusqu'à trois millions d'habitants.

## Musique urbaine

Le mahragan est un enfant de la mondialisation et d'un Internet omniprés-

ent. Depuis un peu plus d'une décennie, dans des chambres à coucher transformées en studios, les jeunes compositeurs bricolent une nouvelle musique urbaine sur des ordinateurs bon marché, à l'aide de samples et de voix téléchargées. Hip-hop, grime, trap et afrobeat sont leurs sources d'inspiration. Dans les clips que ces artistes – presque exclusivement masculins jusqu'à présent – produisent eux-mêmes, on lit ces références dans leurs attitudes. Électronique et riche en basses, le mahragan se danse extrêmement bien. C'est la variante égyptienne du reggaeton et du dancehall.

Il y a quelques années encore, les stations de radio égyptiennes établies refusaient de diffuser du mahragan, arguant qu'il ne correspondait pas «aux habitudes et aux traditions égyptiennes». Peu im-



Le mahragan est né dans les quartiers populaires du Caire. C'est la variante égyptienne du reggaeton et du dancehall.

© Bryan Denton/NYT/Redux/laif (2)

porte! Bricolant eux-mêmes, les artistes ont mis leurs morceaux en ligne gratuitement sur YouTube et SoundCloud, touchant ainsi des millions d'internautes. Depuis, le genre a été adopté par l'establishment, avec des studios, des clubs de mahragan et des imprésarios. Des artistes produisent des jingles pour des entreprises de télécommunication et mettent des spots publicitaires en musique. «Certains gagnent aujourd'hui 50 000 dollars avec un seul morceau sur YouTube», souligne Phil Battiekh.

## DJ par défaut

Phil Battiekh a découvert Le Caire et sa musique des bas-fonds il y a sept ans, lors d'un séjour linguistique. À l'époque, il étudiait l'islamologie à l'Université de Bâle et travaillait comme journaliste spécialisé dans la musique. Au cours de longs trajets en taxi à travers la métropole, il rencontre régulièrement des chauffeurs adeptes du mahragan. Plus tard, il retrouvera ces sonorités bouillonnantes lors de mariages, en plein air. Bientôt, Alaa Fifty, un pionnier du genre, l'introduit dans le milieu.

Depuis lors, Phil Battiekh vit entre Bâle et Le Caire. «Au fond, je ne suis devenu DJ que parce que je voulais aussi jouer cette musique chez moi.» Il se met à organiser des fêtes mahragan, invite des artistes tels qu'Alaa Fifty, Belya el Karnak et El Madfaageya à participer à des concerts et à des festivals en Suisse. Un travail

de titan. «On ne peut pas imaginer les obstacles à la venue en Suisse d'artistes originaires des pays appelés tiers.» Par moments, Phil Battiekh consacrait 50 % de son pensum à des démarches pour obtenir des visas. Avec succès: les 30 demandes ont abouti.

## Peu d'écho en Europe

En 2019, le DJ fonde le collectif Cairo Concepts, qui réunit Phil Battiekh et sept autres musiciens (six hommes, une femme) de mahragan. En mai 2019 paraît une première publication avec neuf morceaux d'interprètes différents. L'album offre un portrait fort subjectif du genre tel qu'il existe aujourd'hui. Il s'adresse principalement à un public international et à des DJ intéressés par la musique électronique arabe.

«Alors que le mahragan est extrêmement populaire en Égypte, l'écho est

quasiment nul en Europe», observe Phil Battiekh. Cette culture musicale parallèle s'était brièvement retrouvée sous les projecteurs au moment où, après 2011, les médias internationaux en avaient fait le vecteur par excellence des manifestations du Printemps arabe. Selon le Bâlois, cette interprétation et l'ancrage socio-politique suggéré ne vont pas assez loin. «Les artistes ne considèrent pas leur travail comme un produit du contexte politique actuel.» Se concentrer sur les révoltes et la pauvreté trahit aussi une soif d'exotisme de la part de l'Occident face à ce genre, à cette culture. Phil Battiekh voit dans les représentations de Cairo Concepts hors d'Égypte une chance à cet égard: «J'espère que cela nous permettra d'égratigner l'image exotisante qui colle à la peau du mahragan.» ■



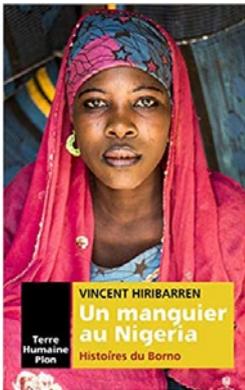


## UN FLÉAU À ÉRADIQUER DE TOUTE URGENCE

(zs) «L'exploitation économique des enfants constitue une véritable insulte faite à l'humanité», écrit Joseph Arthur Mondimo Abendje en prélude à une étude menée dans les vingt-quatre communes de la ville de Kinshasa. Le Congolais présente les pires formes de travail des enfants: celles qui nuisent à leur santé physique et psychique ainsi qu'à leur sécurité. Mines, construction, prostitution: nombreux sont les secteurs de violences et de mauvais traitements. L'auteur explore également la perception que ces enfants ont de leur travail, des risques auxquels ils s'exposent et de leur avenir. Selon lui, prendre en compte leurs sentiments «constitue un véritable gage de réussite (...) de leur réinsertion sociale harmonieuse et de la protection de leurs droits». Une vive recommandation émise aux ONG à qui incombent ces missions. *Joseph Arthur Mondimo Abendje, Les pires formes de travail des enfants à Kinshasa, L'Harmattan, Paris, 2019*

### LIVRES

#### UNE IMAGE LOIN DES STÉRÉOTYPES



(zs) L'État du Borno, au Nigeria, est connu comme le berceau du groupe extrémiste Boko Haram. Victimes ou barbares, ses

habitants sont souvent caricaturés. Ce livre leur donne la parole pour montrer au monde leur quotidien. Il parle des inégalités entre hommes et femmes, d'éducation, de politique, d'économie et de religion. L'histoire du royaume du Kanem-Borno, présent autour du lac Tchad depuis plus de mille ans, et celle plus récente des attentats et des kidnappings de Boko Haram s'y entrecroisent. Avec, pour résultat, une photographie des conditions sociales et des coutumes locales, loin des clichés médiatiques. Les sources de l'historien Vincent Hiribarren, spécialiste de l'Afrique et chercheur au King's College London, sont multiples: entretiens menés sur place, archives, publications scientifiques, littérature du nord du Nigeria ainsi que rapports d'ONG. *Vincent Hiribarren, Un manguiier au Nigeria. Histoires du Borno, Terre Humaine Plon, Paris, 2019*

## UN SOMBRE PÉRIPE, À LA MERCI DES TRAFIQUANTS



(zs) Les Stanescu viennent de Roumanie. Ils ont atterri dans le nord de la France, après la destruction de leur campement à Undeva. Lorsque la jeune Lina tombe sur cette famille Rom – un père et ses deux enfants, Darius (neuf ans) et Cybèle (seize ans) –, tous trois tentent de se protéger de la pluie parmi les bennes à ordures, au fond d'une impasse. Elle veut leur venir en aide et leur apporte une tente. Darius et son père sont alors portés disparus. Lina s'en va aussitôt à leur recherche. Avec son ami Thomas, elle remonte la piste d'un vaste réseau criminel aux puissantes ramifications. Un périple périlleux, excellemment documenté. Un thriller haletant et puissant. *Julie Ewa, Le Gamin des ordures, Albin Michel, Paris, 2019*

## UNE BD D'AVENTURE RÉALISTE AU CONGO

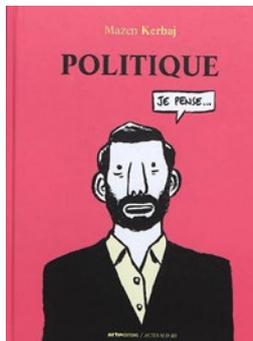


(zs) Petite et grande histoire se mêlent à travers les personnages du tryptique *Katanga* pour questionner la décolonisation. Le Congo a proclamé son indépendance en 1960, après quatre-vingts ans de régime colonial belge. La riche province minière du Katanga fait sécession moins de deux semaines après. S'ensuit une guerre, avec de nombreux massacres. Le jeune État katangais, qui n'est pas reconnu internationalement, recourt à des mercenaires blancs sans foi ni loi, qui viennent régler leurs comptes. L'argent, la violence et le racisme sont au cœur de ce troisième

et dernier album de la série. Conflits ethniques, crimes de guerre, esclavage, incapacité de l'ONU, appétit des politiciens africains et des Occidentaux pour les diamants et l'or: autant de sujets graves, proches de la réalité historique, dans un récit où tous les coups sont permis.

*Fabien Nury et Sylvain Vallée, Katanga – Tome 3: Dispersion, Éditions Dargaud, Paris, 2019*

## LE LIBAN ET SES CONTRADICTIONS



(zs) Dans son dernier roman graphique, le bédéiste libanais Marzen Kerbaj brosse un portrait corrosif, sans concession, de la société libanaise. Religion, sexe, alcool, corruption, immigration: les thématiques sujettes à critique ne manquent pas. L'auteur iconoclaste pointe aussi la guerre, qui ne cesse de tourmenter ses compatriotes ainsi que ses voisins syriens et israéliens. Celui qui est également peintre et musicien se met, par ailleurs, en scène avec une bonne dose d'autodérision. Au final, en ressort l'image d'un pays rempli de contradictions, toujours au bord du chaos. Les personnes qui souhaitent comprendre le Liban d'aujourd'hui dévoreront avec délectation ces strips d'une page à la fois poétiques et satiriques. *Marzen Kerbaj, Politique, Actes Sud BD/Arte, Paris, 2019*

## BILAN SUR L'APPORT DE LA SCIENCE

(zs) Comment la recherche scientifique contribue-t-elle au développement des pays du Sud? À travers plus de deux cents exemples, cet ouvrage présente les grands défis à relever: engagement pour une société plus égalitaire, prévention des risques naturels, promotion d'une agriculture durable et garantie de la sécurité alimentaire, préservation de la biodiversité ainsi que partage des savoirs. Dans ce dernier domaine, le riz comme bien commun, l'ethnopharmacologie ou encore la formation dématérialisée sont abordés. Ces thèmes permettent d'illustrer le rôle de la science pour répondre aux questions actuelles et à venir dans les pays en voie de développement. Courts, mais denses, les textes s'adressent à tout public.

*Corinne Lavagne, Thomas Mourier et Marie-Lise Sabrié (dir. éditoriale), Science et développement durable, 75 ans de recherche au Sud, IRD Éditions, Paris, 2019*

## FILMS

### ROMANCE GÉORGIENNE

(bf) Merab s'entraîne avec sa partenaire de danse Mary au sein de l'ensemble national de Géorgie depuis son plus jeune âge. Lorsque le charismatique et insouciant Irakli débarque, le monde de Merab est soudain bouleversé: Irakli devient à la fois son plus grand rival et sa plus grande passion. Face à une société conservatrice, Merab doit apprendre à se construire et à s'affirmer tel qu'il est, au risque de tout perdre. À travers cette romance à la fois personnelle et engagée, le réalisateur Levan Akin transporte admirablement le public dans la Géorgie contemporaine et sa très belle tradition de la danse. Le film, primé dans plusieurs festivals, a remporté un grand succès à la Quinzaine des Réalisateurs de Cannes l'an dernier. Et puis nous danserons, *film de Levan Akin. Depuis décembre 2019 dans les cinémas romands*

### CHRONIQUE D'UNE VIE DE FEMME



(wr) Petrunya a fait des études, mais vit toujours chez ses parents. À 31 ans, elle est sans emploi. Les entretiens d'embauche peuvent être humiliants et les hommes tiennent aux respects des traditions, notamment lorsqu'il s'agit de procession religieuse. Le film satirique *Dieu existe, son nom est Petrunya*, de la réalisatrice nord-macédonienne Teona Strugar Mitevska, est une chronique fidèle de notre époque. Pourtant, Petrunya est tout sauf une icône féministe. Elle se laisse simplement guider par le bon sens et dit ce qu'elle pense, peu importe si cela est socialement correct ou non. Elle tend ainsi un miroir à un monde masculin bien-pensant, alors que la réalisatrice montre comment religion, politique et administration maintiennent les règles les plus absurdes, en particulier contre les femmes. Le film a reçu notamment le prix du Jury œcuménique de la Berlinale.

Dieu existe, son nom est Petrunya, *long-métrage de Teona Strugar Mitevska, Macédoine du Nord. Le film peut être loué sur la plate-forme www.filmingo.ch et est disponible en DVD chez trigon-film: www.trigon-film.org*

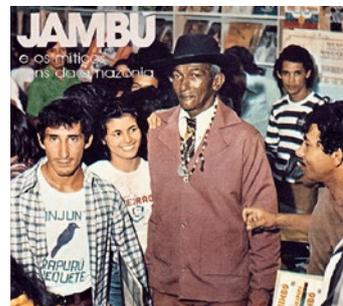
## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



(dg) Le film *Hands on!* brosse le portrait de trois jeunes femmes qui s'engagent pour la protection de l'environnement et du climat dans leur pays. Dans les ateliers qu'elle organise, l'écologiste kényane Annabell Waititu aide la population locale – et les femmes en particulier – à élaborer des stratégies durables pour faire face aux effets du changement climatique. Silje Lundenberg, 25 ans, dirige une organisation de jeunesse en Norvège. Luttant contre l'exploitation et la destruction de la nature occasionnées par l'industrie pétrolière, elle appelle à la fin de la dépendance au pétrole. Enfin, la Canadienne Jasmine Thomas, membre de la Première Nation Saik'uz, dirige une coalition qui combat la construction d'oléoducs sur les territoires des peuples autochtones. *Hands on!, documentaire de Liz Miller, de Karen Winther et de Mary Kid, Canada/Norvège/Kenya, 2014/16, disponible en DVD et en ligne (VOD): https://www.education21.ch/fr/films*

## MUSIQUE

### UNE VÉRITABLE TROUVAILLE



(er) Le DJ et collectionneur de disques tunisien Samy Ben Redjeb ainsi que le DJ australien Carlos Xavier ont sillonné l'Afrique et l'Amérique latine à la recherche de trésors oubliés des années 1970 et 1980. Aujourd'hui, ils présentent la musique

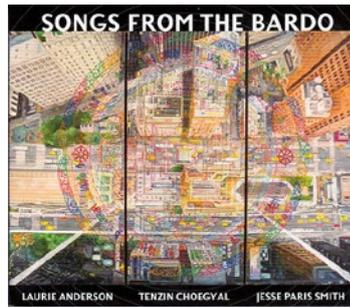
de la métropole brésilienne de Belém, dans le delta de l'Amazone sur l'océan Atlantique. Devenue célèbre à l'époque de l'essor du caoutchouc, la ville portuaire est aujourd'hui la porte d'entrée d'une forêt amazonienne surexploitée. Belém est composée de cultures diverses: Amérindiens, Européens et Africains ont laissé leurs traces dans les œuvres de dix groupes et musiciens célèbres entre 1974 et 1986 dont les sons et rythmes enivrants ont été enregistrés sur des disques vinyles. Leurs cocktails musicaux ensorcelants invitent à danser. Ils mêlent notamment des styles méconnus comme le carimbó, la samba-de-cacete, la sirriá, le boi-bumbá ou la bambiá. Un livret de 24 pages réalisé avec amour et truffé de détails passionnants est inclus. En bref: une vraie trouvaille! *Divers artistes, Jambú E Os Míticos Sons Da Amazônia (Analog Africa/Groove Attack)*

### UN UNIVERS MUSICAL ENVOÛTANT



(er) À première vue, un album radical fait pour le dancefloor avec des influences techno, dub et disco. À y regarder de plus près, une production hybride fascinante entre sons européens et voix arabes. Les modulations du chant presque parlé confèrent une magnifique patine aux basses lourdes et fiévreuses ainsi qu'aux sonorités électroniques du dernier opus d'Acid Arab. Le collectif de cinq musiciens a été fondé en 2012 par les DJ parisiens Guido Minisky et Hervé Carvalho. Pour ce deuxième album, intitulé *Jdid* (« nouveau » en arabe), les invités viennent d'Algérie, comme les chanteuses et chanteurs Radia Menel, Sofiane Saidi, Amel Wahby et Cheikha Hadjla, ou de Turquie, avec Cem Yıldız. Le claviériste syrien Rizan Said ou le trio touareg Les Filles de Illighadad sont également de la partie. Avec *Jdid*, Acid Arab nous entraîne dans un voyage envoûtant à travers un univers musical profond. *Acid Arab, Jdid (Crammed/Indigo)*

### UN CHEF-D'ŒUVRE MÉDITATIF



(er) Le timbre clair d'une cloche sonne une fois, deux fois, trois fois. Une voix masculine, légèrement rauque, entonne un chant rituel. Le son étouffé des gongs, les accents des bols chantant ainsi que les coups d'archets mélodieux des violons et des violoncelles envoûtent. Tout comme les sonorités du ling bu, une flûte de bambou tibétaine, et du dranyen, le luth tibétain. Les touches légères de piano et les ombres de percussions transportent également. S'élève ensuite une voix sonore et hypnotique qui récite des passages du livre tibétain des morts: le Bardo Thödol. Cette voix, c'est celle de Laurie Anderson, 72 ans, icône de l'art expérimental et bouddhiste pratiquant. Avec le chanteur et multi-instrumentiste d'origine tibétaine Tenzin Choegyal et la musicienne Jesse Paris Smith (fille de Patti Smith), elle nous embrasse chaleureusement durant quatre-vingts minutes. Les sons et les paroles sont profonds. Les textes sont expliqués dans le livret accompagnant l'album. Un chef-d'œuvre méditatif. *Laurie Anderson, Tenzin Choegyal, Jesse Paris Smith, Songs from the Bardo (Smithsonian Folkways/Galileo Music Communication)*

### COUP DE CŒUR



#### Un voyage en quête d'histoires

**En hiver, Mario Casella parcourt à pied des réalités méconnues et négligées à la recherche de rencontres et de témoignages.**

Passionné d'alpinisme, j'ai visité des régions très éloignées et difficiles d'accès. Au départ, je partais avec une seule idée en tête: atteindre les sommets. Mais, ces dernières années, mon attention s'est de plus en plus portée sur les populations de montagne. Ma curiosité innée de journaliste et de documentariste m'a amené à voyager d'une autre façon. Lors de mon dernier périple, j'ai exploré les territoires proches de chez nous, le long de la chaîne des Carpates. J'ai marché et skié à travers cette longue colonne vertébrale, une sorte d'arc tendu entre la capitale slovaque Bratislava et la gorge danubienne des Portes de Fer en Roumanie. Je suis parti en hiver, car c'est une saison qui privilégie l'intimité et la rencontre autour d'une cheminée, d'un poêle ou d'un feu. C'est durant cette période un peu morte que les populations de montagne ont le temps de raconter et d'écouter des histoires. Dans les Carpates, j'ai découvert un monde rural aux confins de l'Europe, riche en histoires humaines poignantes que je relate dans le livre *Oltre Dracula - Un cammino invernale nei Carpazi* (« Au-delà de Dracula - une marche hivernale dans les Carpates »).

(Propos recueillis par Luca Beti)

### IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

#### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

#### Rédaction

Beat Felber (bf, production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

**Réalisation. Photolitho et impression**  
Stämpfli SA, Berne

#### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)

Tél. 058 462 44 12

Internet: [www.deza.admin.ch](http://www.deza.admin.ch)

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

**Tirage total:** 47 400 exemplaires

**Couverture:** Gardes-frontières qui contrôlent un train à la gare de Siemianówka, à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie.  
© DDC

ISSN 1661-1675

**« Comprendre la réalité des pays qui constituent  
le berceau de la traite des êtres humains  
constitue un aspect important pour la police. »**

Magali Bernard, page 18

---

**« Si les systèmes de sécurité sociale  
exigent des investissements conséquents,  
ceux-ci sont rentables à long terme. »**

Stephanie Guha, page 37

---

**« Pour nous, les jeunes, créer des œuvres d'art  
à une époque de destruction était  
une forme d'évasion, mais aussi la proclamation  
d'un grand espoir. »**

Aida Begić, page 38

---